

LA REVUE DU CAIRE

REVUE DE LITTÉRATURE ET D'HISTOIRE

SOMMAIRE

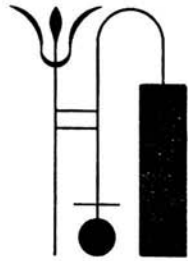
	Pages.
GASTON WIET	Les consuls de France en Égypte sous le règne de Mohammed Ali 459
J. RAPNOUIL	La machine et nous 477
JACQUES ROGUÉ	Lettres à des Français ou présence de la France (<i>suite</i>) 488
ÉTIENNE DRIOTON	Rites funéraires égyptiens 523
E. DEGIARDE	La joute oratoire dans le drame grec (<i>suite</i>) . . 535



ÉGYPTE : 10 PIASTRES



LE SCRIBE

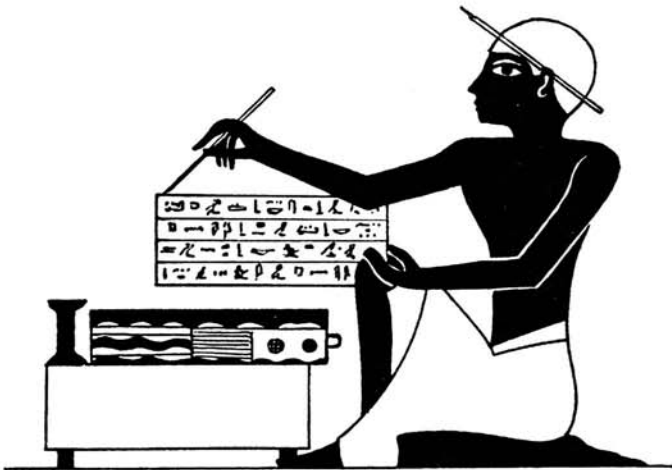


EGYPTIEN

EN PRÉPARATION :

AGENDAS POUR 1944

la plus belle série d'Agendas publiés en Égypte



FABRIQUE : 8-16 RUE SHALDJIAN — LE CAIRE

ADMINISTRATION : 21 RUE SOLIMAN PACHA

TÉLÉPHONES : 47815 - 47404

R. C. 33103

**SOCIÉTÉ ANONYME
FRANÇAISE**



OROSDI-BACK



LE CAIRE

R. C. 302

PORT-SAÏD

un titre de

Noblesse

la cigarette
de luxe

GIANACLIS



FOURNISSEURS
DE S.M. LE ROI
FAROUK Ier.

LA REVUE DU CAIRE

LES CONSULS DE FRANCE EN ÉGYPTE SOUS LE RÈGNE DE MOHAMMED ALI.

L'origine de cette étude se trouve dans le document, reproduit en fac-similé, en tête de ces pages, daté du 18 octobre 1843, qui accrédite le marquis de Lavalette comme consul général près la cour de Mohammed Ali. Pour donner à ce texte officiel toute sa valeur, il me paraît nécessaire de faire l'historique du consulat de France pendant ce long règne, si chargé de graves événements.

Les sources sont maintenant à notre portée grâce au zèle de Sa Majesté le Roi Fouad, qui a ordonné de publier tous les dossiers diplomatiques par les soins de la *Société royale de géographie d'Égypte*. Je ne connais rien de plus passionnant que ce recueil d'archives, supérieur en qualité au plus parfait des romans historiques. Les faits généraux sont connus de tous et ne seront évoqués ici que pour servir de jalons : mon rôle, plus modeste, consistera à présenter les personnes, les divers titulaires du consulat général de France en Égypte.



L'évacuation de l'Égypte par les troupes françaises, à la fin de l'année 1801, restituait le pays au Gouvernement ottoman, situation reconnue par l'Angleterre et la France dans le Traité d'Amiens (25 mars 1802). Telle était la solution de droit : en pratique, on le sait, ce fut l'anarchie jusqu'à l'avènement de Mohammed Ali comme Pacha d'Égypte pour le compte de la Sublime Porte (9 juillet 1805). Ses trois prédécesseurs, Khosrew, Ali et Khourchid, avaient joui d'une autorité précaire et n'avaient pu calmer une agitation qui ne faisait que croître.

Le Premier Consul n'oubliait pas son ancienne conquête et c'est à son initiative qu'est due la reprise des relations consulaires entre la France et l'Égypte. Le 16 octobre 1802 débarquait à Alexandrie le colonel Horace Sébastiani, aide de camp du Premier Consul. « Il était chargé, écrit F. Charles-Roux, de constater si l'évacuation d'Alexandrie par les Anglais était accomplie, de la réclamer si elle ne l'était pas, de se faire une opinion sur l'état des esprits en Égypte, la situation du pays, les souvenirs laissés par l'expédition française, enfin de restaurer l'influence de la France. » Sa mission essentielle était de noter l'état des forces anglaises et turques dans le pays. Mais il était, en outre, porteur d'un message de Talleyrand au Pacha du Caire pour lui annoncer l'arrivée prochaine d'un commissaire des relations extérieures.

Effectivement, quelques jours après le débarquement de Sébastiani, paraissait l'arrêté suivant :

« Saint-Cloud, 28 vendémiaire an XI (20 octobre 1802).

Bonaparte, Premier Consul de la République, arrête :

Le citoyen Drovetti, juge au tribunal spécial de Turin, est nommé sous-commissaire des Relations commerciales à Alexandrie. »

Quatre mois plus tard, un second texte officiel va nous renseigner sur les préoccupations du chef du Gouvernement français :

« Paris, 16 ventôse an XI (7 mars 1803).

Bonaparte, Premier Consul de la République, arrête :

Le citoyen Mathieu Lesseps, ex-sous-Commissaire-Chancelier à Cadix, est nommé sous-Commissaire des Relations commerciales de la République française à Damiette.

Il se rendra au Caire pour y remplir *par intérim* les fonctions de Commissaire général des Relations commerciales jusqu'à ce que ce Commissaire général soit installé. »

Il s'agit du père de Ferdinand de Lesseps.

Ainsi les cadres étaient constitués, mais ce n'était pas tout, il fallait donner leurs pouvoirs à ces agents. Dans des instructions générales on lit : « Il est écrit à l'ambassadeur de la République à Constantinople pour lui faire part de la nomination de Lesseps et du citoyen Drovetti et le prier d'obtenir le plus tôt possible du gouvernement ottoman les *barats* ou *exequatur* nécessaires à ces agents pour être admis à l'exercice de leurs fonctions. Cet ambassadeur est en même temps invité à leur expédier ces *barats* à leurs résidences respectives par la voie la plus prompte. A son arrivée au Caire, le premier soin du citoyen Lesseps sera de se présenter à l'autorité première du pays pour lui faire connaître le caractère dont il est revêtu par le Premier Consul et l'assurer des dispositions sincères et amicales du gouvernement français. Mais si son *exequatur* ne lui est pas encore parvenu, il s'abstiendra de tout acte administratif et se bornera au simple rôle d'observateur, jusqu'à ce qu'il soit pourvu de cette pièce qu'il ne tardera sûrement point à recevoir. Il entretiendra avec le ministre la correspondance la plus active et la plus suivie et l'informerá par toutes les occasions des événements qui lui paraîtraient devoir mériter l'attention du gouvernement. On lui remettra

à cet effet un chiffre dont il fera usage dans toutes les circonstances ou il le jugera nécessaire. »

Lesseps et Drovetti devaient s'embarquer ensemble sur un navire de guerre : ils arrivaient à Alexandrie le 29 mai 1803.

Les débuts ne furent pas sans périls. Lesseps séjourna deux mois à Alexandrie, à cause des dangers de la navigation sur le Nil et aussi par suite de l'anarchie politique résultant des difficultés entre le Pacha ottoman et les Beys mamlouks. Il ne partit pour le Caire que le 24 juillet.

« J'y fus reçu, manda-t-il, avec les honneurs les plus distingués. Quelque temps avant mon arrivée, les consuls impériaux avaient arboré le pavillon si nécessaire au Levant en temps de révolution ; sans avoir demandé la permission d'ériger le mien, j'eus le plaisir de voir Hussein bey le faire lui-même arborer sur la maison que j'avais fait préparer pour moi et le faire saluer par tous les forts. Ma présence sembla le gage de la renaissance du commerce et le présage de la tranquillité future. »

Ce retard avait indisposé Bonaparte qui dut être furieux de recevoir une lettre de son agent, datée du 20 septembre, par laquelle il sollicitait d'être relevé de son poste pour raison de santé. Cette demande resta sans réponse, de même qu'une seconde lettre du 17 décembre ayant le même objet. De toute évidence, la situation était atroce et on en trouve l'écho dans un message de Lesseps à Drovetti : « L'idée de servir utilement notre pays dans les circonstances où nos ennemis s'agitent en tous sens, confondre leurs projets perfides, et dévoiler leurs vues machiavéliques, doit nous donner de la constance ; j'attends et je souffre aussi sous les poignards des séditieux assassins, à la veille d'être pillé et massacré. » Il se plaint aussi de la modicité de son traitement : « Mes appointements d'une année, vu l'excessive cherté de tout et les circonstances présentes, sont absorbés dans trois mois pour le seul entretien de la maison la plus simple et la plus modeste. »

Très-illustré et magnifique Seigneur ,

L'Empereur, mon Auguste maître, ayant jugé convenable au bien de son service de pourvoir au remplacement de M^r le Chevalier Gauttier d'Arc, mort dans l'exercice des honorables fonctions que Sa Majesté lui avoit confiées et qu'il remplissoit avec tant de distinction, et Sa Majesté étant jalouse de vous donner une preuve éclatante de sa bienveillance particulière ainsi que de son désir de conserver aux relations de la France avec l'Egypte le caractère amical qu'elles ont eu constamment pendant la durée de la mission précédente, n'a pas voulu différer d'envoyer auprès de vous un nouvel Agent politique et Consul général. J'ai, en conséquence, proposé à Sa Majesté de confier, avec ce titre, le soin de veiller à tout ce qui regarde le service de l'Empereur et les intérêts de la nation française dans le pays que vous gouvernez à M^r le Marquis de Lavallette, officier de son Ordre Impérial de la Légion d'honneur, décoré de l'ordre du soleil de Perse &c. &c. Sa Majesté qui connaît les qualités personnelles, les talents et le dévouement à la personne de M^r le Marquis de Lavallette, a approuvé ma proposition et m'a donné l'ordre de

L'accréditer auprès de Vous en la dite qualité de son
Agent politique et Consul général en Egypte et
dépendances. Je vous prie donc de l'accueillir
favorablement et d'ajouter foi et créance entière à
tout ce qu'il Vous dira au nom du Gouvernement
de l'Empereur, et de lui faciliter, autant que possible,
l'accomplissement des devoirs attachés à ses fonctions.

Je saisis avec un vif empressement cette occasion
de vous renouveler les assurances de la plus haute
considération avec laquelle je suis,

Votre illustre et magnifique Seigneur,

Votre parfait et sincère Ami,

Frisot

à Paris
le 28 Octobre 1865.

Ministre et Secrétaire d'Etat au Département
des Affaires Étrangères de Sa Majesté
l'Empereur des Français

Cependant les troubles de la capitale lui rendaient la vie intenable et, sentant son existence en danger, il repartit pour Alexandrie : en route, il eut à se défendre contre une attaque à main armée.

A ce moment, les correspondances mettaient un certain temps à parvenir. C'est donc pendant qu'il était à Alexandrie que Lesseps reçut une lettre datée du 5 mars, l'avisant que son congé était refusé et l'invitant à rentrer au Caire, malgré l'état de trouble, car « toute considération particulière doit disparaître devant l'intérêt du service. »

Sur place, Lesseps en jugeait autrement et il écrit d'Alexandrie le 26 avril 1804 « qu'il ne se rendra au Caire qu'après avoir obtenu l'assurance positive que les Européens y seront respectés et ne seront pas tyrannisés comme ils n'ont cessé de l'être jusqu'aujourd'hui. » Ayant enfin reçu les garanties voulues et des excuses de Khourchid Pacha, il retourne au Caire vers la mi-juin. Dans ces conjonctures il apprit l'octroi de son congé, accordé le 7 juillet « pour rentrer en France se soigner », et fut informé d'une promotion. C'est au camp de Boulogne que Napoléon avait signé le 21 août le décret suivant, dont l'énoncé semble en contradiction avec les renseignements qui précèdent : « Le sieur Lesseps, sous-commissaire des Relations commerciales à Alexandrie, est nommé Commissaire général en Égypte. »

Entre temps Lesseps avait de nouveau quitté le Caire, cette fois avec toute la colonie française, qui s'était trouvée en grand danger. Vers la mi-novembre, il s'embarquait pour la France : « Ma plume, écrivait-il de Livourne, se refuse à retracer les horreurs dont j'ai été le témoin et dont j'ai très souvent manqué d'être la victime. » Mathieu Lesseps devait mourir à Tunis, consul général, en 1832, à l'âge de 58 ans.

Sébastiani n'avait donc eu qu'une mission d'observateur. Il appartenait aux deux hommes, installés à demeure, de renouer avec l'Égypte des relations cordiales et durables.

Avec la politique napoléonienne, on voit bien le côté négatif de ces rapports, et c'est certainement en partie pour contre-carrer l'influence anglaise que Lesseps et Drovetti « ont été constamment favorables au développement sans limites de la puissance égyptienne ».

Mais l'aspect positif du problème était, en 1804, malaisé à déterminer, en présence des ambitions et des compétitions. Dans sa réponse au discours de Ferdinand de Lesseps à l'Académie française, Renan conte l'incident suivant : « Monsieur votre père fut le premier agent français qui résida en Égypte après le départ de notre armée. Il était chargé par le premier consul et par M. de Talleyrand de contre-balancer la tyrannie des mamlouks. Le chef des janissaires de monsieur votre père lui amena un jour, comme capable de s'opposer à l'anarchie, un jeune Macédonien qui commandait alors mille Albanais, et sur qui l'expédition française avait fait la plus vive impression. Ce compatriote d'Alexandre ne savait encore ni lire ni écrire. Sa fortune grandit rapidement. » Que cette anecdote soit vraie ou fausse, c'est le grand mérite de Mathieu Lesseps d'avoir prédit que « Mohammed Ali lui semblait, parmi tous les chefs du pays, le seul capable de vaincre l'anarchie qui désolait et ruinait l'Égypte. »

Drovetti restait seul pour représenter la France : il n'avait pas 29 ans. Sa tâche, à Alexandrie, avait été aussi pénible que celle de son chef. Les désordres dont la ville avait été le théâtre du fait des troupes d'Ali Pacha avaient provoqué une protestation collective des consuls, lesquels, craignant pour leurs vies, avaient fini par se réfugier à bord du vaisseau amiral ottoman, le 27 novembre 1803. Ils regagnèrent leurs consulats le 6 décembre, accueillis avec tous les honneurs qu'ils avaient exigés.

C'est pendant la gérance de Drovetti que la crise égyptienne va se résoudre. Peu à peu, dans le chaos des ambitions, grandit l'étoile de Mohammed Ali, auquel Drovetti ne ménage pas

ses sympathies. Mais il entend être couvert et voici ce qu'il écrit le 6 mai 1805 : « La situation des choses me constitue un devoir de demander à Votre Excellence des instructions sur la conduite que je devrai tenir si Mohammed Ali s'empare des rênes du gouvernement, ou si toute autre révolution prive les officiers de la Porte du pouvoir souverain. J'ai cru devoir faire la même demande au Chargé d'affaires à Constantinople, croyant que les circonstances de sa situation puissent le mettre dans le cas nécessaire de me donner des ordres provisoires en attendant ceux de Votre Excellence. »

Au moment où le ministre des Affaires Étrangères, Talleyrand, envoyait ses instructions à ce sujet, le 22 juillet, il y avait plus de dix jours que Mohammed Ali était reconnu par la Porte comme Pacha d'Égypte. Toutefois, il n'est pas sans intérêt que nous fassions comme Drovetti, que nous en prenions connaissance après le dénouement du drame :

« La situation des choses en Égypte, écrit le ministre, vous paraît exiger qu'il vous soit donné des instructions relativement à la conduite que vous auriez à tenir si Mohammed Ali, chef des Albanais, s'emparait des rênes du gouvernement, ou si, par l'effet de toute autre révolution, les officiers de la Porte venaient à être privés du pouvoir souverain.

« Sa Majesté Impériale, dont j'ai pris les intentions, veut que, quelque événement qui arrive en Égypte, vous demeuriez à votre poste, en continuant de correspondre avec l'autorité prédominante, quelle qu'elle puisse être.

« En effet, Monsieur, dans tous les temps les principes reconnus du Levant, en ce qui concerne les agents commerciaux sont qu'ils ne doivent, en aucune manière, s'immiscer dans les affaires du gouvernement. Étrangers à tout ce qui est essentiellement politique, les agents commerciaux n'ont rien de commun avec les agents diplomatiques ; l'autorité publique ne les intéresse que sous le rapport du bien ou du mal qu'elle peut faire au commerce. Dans quelque main que cette autorité

soit placée, ils doivent la regarder comme légitime, quand elle ne nuit ni à leur agence, ni au commerce que cette agence est destinée à protéger. S'il se prépare ou s'opère des changements dans l'administration, il faut alors qu'ils se conduisent avec prudence, et ils ont surtout besoin de dextérité pour pressentir les événements. Dans tous les cas, il est deux règles dont ils ne doivent jamais s'écarter :

« 1° ne reconnaître l'autorité que lorsque la victoire a décidé du sort du pays ;

« 2° ne jamais quitter leur poste, quelque révolution qui puisse survenir.

« Telles sont les instructions que Sa Majesté Impériale m'a prescrit de vous transmettre et auxquelles il est de votre devoir de conformer exactement votre conduite. »

Mathieu Lesseps fut bien invité à rejoindre son poste au printemps de 1806, mais finalement il fut nommé à Livourne, et Drovetti posa sa candidature à sa succession le 15 novembre : « J'ose prier Votre Excellence de vouloir bien prendre en considération si les services que j'ai été heureux de pouvoir prêter au gouvernement français pendant douze ans de carrière civile et militaire, peuvent mériter que Votre Altesse daigne me classer parmi les personnes qui ont quelque droit à postuler la place du consulat général de l'Égypte. »

Drovetti n'eut pas le titre, mais continua, comme vice-consul, à assumer la gérance du consulat général. Le maintien de la personne fut, en tout cas, un geste heureux, car l'intéressé avait été clairvoyant sur le compte de Mohammed Ali, dont il allait devenir l'ami et le confident. Le rôle de conseiller, Drovetti va le jouer dès le premier instant et, à peine averti de l'éventuelle occupation d'Alexandrie par les troupes anglaises, il suggère au Pacha de prendre des mesures pour la défense de cette ville.

L'escadre anglaise parut en rade d'Alexandrie le 17 mars 1807 et ce n'est pas sans difficultés que Drovetti put s'échapper

le lendemain et se rendre au Caire. La situation politique était de nouveau confuse, car l'intervention britannique autorisait les Bey mamlouks à reprendre leurs intrigues. Drovetti stimule sans doute Mohammed Ali, et ce dernier, sur les avis éclairés du représentant français, réussit à mettre les Anglais en échec. Toutefois Drovetti n'est pas complètement rassuré et laisse percer ses inquiétudes dans une lettre à l'ambassadeur de France à Constantinople : « Je prie Votre Excellence d'être persuadée que ma situation est bien pénible ; je navigue, pour m'exprimer ainsi, au gré des tourbillons de cette mer orageuse, sans timon, sans rames, sans voile, en un mot sans aucune ressource ; abandonné à mes seules conceptions, je n'ai que la boussole des principes généraux de la politique à consulter ; ma conduite dans le cas particulier où je me trouve sera-t-elle conforme à celle de ceux qui dirigent le grand plan ? C'est ce que j'ignore et ce qui me fait passer des journées malheureuses. »

L'ambassadeur n'est autre que Sébastiani, devenu général, qui porte le titre supplémentaire de consul général de tout le Levant. Il devenait le chef direct du représentant de la France en Égypte. Il était donc naturel que Drovetti communiquât avec lui : d'ailleurs, en 1807, le blocus britannique interdisait tout rapport avec la métropole. Mais Drovetti conserva cette habitude et il se fit rappeler à l'ordre le 17 avril 1809 : « Le Département qui vous est confié a dans tous les temps fixé l'attention du Gouvernement : il n'en mérite pas moins aujourd'hui, et les rapports que vous faites à la Légation ne peuvent dans aucun cas vous dispenser de ceux que vous me devez à moi-même. Je vous invite donc à reprendre et votre correspondance avec moi et à la continuer avec l'exactitude dont vous avez précédemment donné des preuves. »

Drovetti fournissait d'abondants renseignements à son Gouvernement, en se conformant à ses ordres, et sa correspondance est celle d'un homme prudent et habile, mais énergique. En 1811, il découvre la Haute-Égypte et y trouve une

vocation de fouilleur et une passion d'antiquaire. Au bout de quelques années, sa santé souffre de ce long séjour en Orient et il demande, en janvier 1813, un congé, à l'appui duquel il joint un certificat médical.

Drovetti, ancien combattant de Marengo, était très attaché à Napoléon. On le voit bien aux termes d'une lettre qu'il adresse à la Direction des Consulats le 7 mars 1813, par laquelle il vante « un ordre de choses auquel la nation française doit l'éclat de prospérité et de splendeur qui la met au-dessus de tous les autres peuples de la terre ».

Aussi, c'est le vice-consul à Alexandrie, Saint-Marcel, qui se charge de nouer des relations avec le nouveau régime en 1814, ce qui permet un ton aussi catégorique : « Nous avons appris officiellement le rétablissement de l'ancienne dynastie et l'avènement de Sa Majesté Louis Dix-huit à la couronne ; cette nouvelle nous a tous pénétrés des sentiments d'allégresse en voyant la France rendue à ses anciens souverains, à la tranquillité par la paix générale, et dans l'espérance d'une prospérité future après avoir été longuement tyrannisée par un usurpateur. »

Cette lettre partit le 20 juin 1814. Trois mois plus tard, le Gouvernement de la Restauration rappelait Drovetti à Paris et lui donnait comme successeur Roussel, consul général à Patras.

Ce nouveau titulaire ne devait arriver que le 25 août 1816, mais un gérant débarquait de France le 14 novembre 1815, Thédénat-Duvent, qui, à ce moment, approchait de la soixantaine. Celui-ci devait séjourner longtemps en Égypte, auquel il s'intéressa, puisqu'il publia une brochure sur l'administration du pays, mais il semble s'être occupé d'affaires et d'antiquités.

Dans une de ses premières lettres, il est assez dur pour son prédécesseur, à qui il reproche sa conduite active lors de l'invasion britannique de 1807, attitude « peu convenable pour

un diplomate, qui ne doit pas se mêler d'affaires militaires». Puis, on va le voir, il va en faire le panégyrique. « Qui sait, dit Gabriel Guémard, s'il faut s'étonner davantage de son manque de mémoire ou de sa mauvaise foi? »

En tout cas, le document suivant est extrêmement net : « Cet estimable agent, dit-il en parlant de Drovetti, dont le zèle et le dévouement pour la nation française sont au-dessus de tout éloge, s'étant trouvé ici dans les temps les plus difficiles, a su faire respecter le nom français par ses talents, son zèle infatigable, son mérite personnel, sa fermeté et par de grands sacrifices pécuniaires de sa poche ; aussi est-il généralement considéré et estimé dans cette échelle et jouit-il de l'affection particulière du Pacha ; et je ne crains pas de dire que le jour où il s'embarquera pour retourner en Europe sera un jour de deuil pour les gens de bien, français et étrangers, qui ont l'avantage de le connaître et ont eu des relations avec lui. »

Ce jugement est d'autant plus important que Drovetti était de nationalité piémontaise et que son dévouement à la cause française pouvait être au fond le résultat de son attachement à Napoléon. Toujours est-il qu'il y avait une question Drovetti et il n'est pas sans intérêt de signaler qu'il a eu les honneurs de figurer dans l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*, paru en 1811. Voici dans quels termes s'exprime Chateaubriand : « Jusqu'à présent j'ai parlé de nos consuls dans le Levant avec la reconnaissance que je leur dois ; ici j'irai plus loin, et je dirai que j'ai contracté avec M. Drovetti une liaison qui est devenue une véritable amitié. M. Drovetti, militaire distingué et né dans la belle Italie, me reçut avec cette simplicité qui distingue le soldat, et cette chaleur qui tient à l'influence d'un heureux soleil. Je ne sais si dans le désert où il habite, cet écrit lui tombera entre les mains ; je le désire, afin qu'il apprenne que le temps n'affaiblit point chez moi les sentiments ; que je n'ai point oublié l'attendrissement qu'il me montra, lorsqu'il me dit adieu au rivage ; attendrissement bien noble, quand on en

essuie comme lui les marques avec une main mutilée au service de son pays. Je n'ai ni crédit, ni protecteurs, ni fortune, mais si j'en avais, je ne les emploierais pour personne avec plus de plaisir que pour M. Drovetti.»

Les échos de ce procès parvenaient jusqu'au Département des Affaires Étrangères et le consul général Roussel recevait le 25 février 1817 le message suivant : « Des renseignements particuliers concernant M. Drovetti m'ont successivement été transmis. Suivant leur contenu, il paraîtrait que cet agent exerce sur l'esprit de Mohammed Ali une certaine influence et qu'il a le désir d'en profiter pour le rendre utile aux Français. Comme il nous importe de chercher à le maintenir dans les bons sentiments qu'il a montrés jusqu'ici pour le Gouvernement du Roi, je vous invite à user envers lui de tous les égards et bons procédés que vous jugerez les plus propres à l'attacher solidement aux intérêts de la France et à ne négliger aucune occasion de lui témoigner tout le gré que lui sait le Gouvernement d'une conduite aussi louable que désintéressée et dont il apprécie tout le mérite.»

La réponse de Roussel est claire : « J'ai toujours bien vécu avec M. Drovetti. Il a de bonnes qualités, de l'instruction et est attaché à la France. Malheureusement il se laisse aller à une violence de caractère qui éloigne la plupart de ses amis. Ses emportements durent peu, mais se renouvellent trop. Avocat en Piémont, il embrassa l'état militaire lors de la Révolution et fut aide de camp du général Murat. Nommé au vice-consulat d'Alexandrie à l'âge de 26 ans, il y arriva dans des circonstances difficiles. Il avait paru propre à préparer les esprits au retour des Français et il y travaillait avec ardeur. Lorsqu'Alexandrie fut surpris par les Anglais en 1807, M. Drovetti eut le temps de se retirer au Caire, où son rapport sur le petit nombre des troupes britanniques empêcha les beys de leur parti de se réunir à elles. Il accompagna Mohammed Ali qui ne craignit plus d'aller au devant des Anglais qui

s'étaient imprudemment portés sur Rosette et contribua à leur défaite, ainsi qu'à leur évacuation de l'Égypte. Le Pacha n'a jamais oublié ses services. Il le consulta sur la forme d'administration qu'il voulait introduire dans cette contrée et ce fut par ses conseils qu'il mit tout en fermes. Le commerce cria beaucoup contre lui à ce sujet. Il y répondit en alléguant les ordres de Bonaparte qui, toujours obsédé du désir de rentrer dans son ancienne conquête et d'y trouver établi le mode d'administration qui convenait le plus à sa cupidité, lui avait prescrit d'engager le Pacha à affermer tous les produits de son pays.

« Lors de la Restauration, M. Drovetti étant sujet de S. M. le roi de Sardaigne, ne put conserver sa place de vice-consul et continua son séjour en Égypte. J'écrivis à M. Thédénat d'avoir pour lui tous les égards qui lui étaient dus. Je le vis avec plaisir ; sa conversation est très intéressante, mais la contradiction le heurte singulièrement.

« Le sieur Boghos, Arménien, aujourd'hui interprète et ministre de Mohammed Ali, avait été autrefois drogman du consulat anglais à Smyrne. Il vint en Égypte où il se recommanda à M. Drovetti qui fit sa fortune en le plaçant auprès du Pacha.

« Je l'ai engagé à partir pour Marseille où il pourrait se faire naturaliser et avoir part aux grâces de Sa Majesté. J'ose proposer à Votre Excellence de vouloir bien m'autoriser à lui promettre au nom du Roi, une pension, s'il veut se retirer en France et l'assurance de la Croix de la Légion d'Honneur à laquelle il a des titres. J'ai toujours été étonné de ce que cette décoration ne lui fût pas accordée, après l'évacuation de 1807 ; personne ne connaît mieux l'Égypte ; c'est un dictionnaire ambulante de la contrée ; mais mon opinion est qu'on ne saurait l'y employer que dans le seul cas où la France se croirait intéressée à prévenir ou repousser une nouvelle invasion. »

Un voyageur français, Firmin-Didot, était présent à l'arrivée de Roussel : « Dès que nous débarquâmes, nous fûmes

reçus par deux cents janissaires envoyés par le gouverneur au-devant du consul général. A l'instant où nous entrions dans la maison consulaire, nous fûmes étourdis tout-à-coup par la musique du pacha qui, embusquée sous la porte d'entrée, se mit à jouer de la plus terrible manière.»

Cette maison consulaire n'était autre que l'ancien quartier-général de l'armée française pendant l'occupation. « J'y ai trouvé, écrit Champollion, un petit appartement très agréable, c'est celui de Kléber, et ce n'est pas sans de vives émotions que je me suis couché dans l'alcôve où a dormi le vainqueur d'Héliopolis.» Bien entendu, Ida Saint-Elme, la fameuse « Contemporaine » n'est pas de cet avis, et le « Palais de France lui fait l'effet d'un entrepôt, d'une réunion de magasins ».

On possède peu de détails sur l'audience solennelle d'arrivée. Les seuls renseignements que j'ai trouvés sont fournis par Duhamel, consul général de Russie : « Je fus revêtu de la pelisse d'honneur, et l'on me ceignit le sabre, qui sont les deux symboles de l'autorité, d'après les idées turques. En sortant du palais, je trouvai un cheval richement caparaçonné, que le Pacha me fit offrir en cadeau. La cérémonie que j'ai l'honneur de décrire n'est au reste rien de nouveau. D'après les usages du pays, le Consul n'est reconnu comme tel par le peuple, qu'après avoir été revêtu de la pelisse. »

Roussel ne devait rester à son poste que deux ans et demi. Il fut remplacé le 23 janvier 1819, mais ne put partir qu'en juillet. Si l'on en croit le comte de Forbin, c'était un homme d'un certain âge, « recommandable par de longs et d'honorables services, qui va enfin se reposer de ses travaux dans sa patrie. »

Après une seconde et courte gérance de Thédénat-Duvent, arrive le 26 juillet un certain Pillavoine, âgé de 63 ans, entré sur le tard dans l'administration consulaire, ancien négociant établi à Alep, ruiné par les Turcs à la suite de

l'expédition française d'Égypte. Sur son compte, l'historien des Croisades, Michaud, s'exprime d'une façon sévère : « Il a un peu l'air d'un homme qui vient de tomber des nues. Je n'ai rien à dire de la manière dont il exerce ses fonctions de consul, mais il m'a semblé que sa grande affaire était de n'y pas mettre du sien et lorsqu'il lui faut dépenser une piastre ou un para, il se demande d'abord s'il sera remboursé. Ses paroles sont la seule chose dont il ne soit pas avare. »

Il ne fut pas plus avare de récriminations, contre tout et contre tous, ses prédécesseurs compris. Il lui importe de savoir si « le vice-consul doit avoir à l'église un fauteuil à côté du sien et recevoir les mêmes honneurs que lui ». Il se plaint de l'état du consulat : « Je dis avec peine que le consulat d'Alexandrie était un peu négligé ; je n'ai trouvé parmi les papiers, ni les instructions générales ni les particulières qu'il faut avoir, point de registre des ordonnances ministérielles, point de nouveau modèle pour les états du commerce qu'on ne faisait pas, point de note de navigation pour les dresser, point d'état des Français et protégés. Il me faudra du temps pour mettre tout en ordre, j'ai commencé par faire un pavillon, celui que j'ai trouvé était si petit, si déchiré, si misérable qu'il me parut honteux à côté de ceux des étrangers. »

Il est aussi maussade lorsqu'il parle de sa colonie : « Les Français blâment mes liaisons de politesse avec les consuls étrangers ; que ne viennent-ils à nos réunions, ils y seront bien reçus ; ils s'y amuseront et, s'ils sont aimables ils seront aimés ; mais on ne peut pas l'être quand on ne porte en société que des prétentions ridicules et une morgue insupportable. Comment préférer des gens hautains et impérieux à des consuls étrangers qui me témoignent toute la satisfaction possible lorsque j'entre chez eux ? Aussi j'y vais et j'y irai : j'obéis d'ailleurs aux ordres de Sa Majesté en vivant bien avec les consuls étrangers. »

Pillavoine ne peut pas voir Thédénat-Duvent, pas plus que

Drovetti, « tous les deux avocats turbulents, tous les deux vice-consuls, tous les deux négociants, tous les deux partisans de l'anarchie et voulant commander. Du jour de leur départ datera ma tranquillité et la considération dont je dois jouir. A force de dire qu'il est tout puissant ici, M. Drovetti l'a fait croire. J'ose assurer Votre Excellence que son départ plaira au Vice-roi et sera un jour de fête pour le peuple qui voit en cet ex-vice-consul l'auteur de tous les impôts. Un officier remplacé doit se repatrier ; son séjour là où il a figuré est un mal et M. Drovetti nuira toujours plus qu'il ne sera utile ici. Avocat, militaire, vice-consul, amoureux, marié, fermier, négociant, antiquaire, rien n'a pu faire le bonheur de M. Drovetti ; son inquiète ambition le perdra. »

On ne possède pas le document par lequel Pillavoine fut prié de quitter son poste : la teneur devait en être telle qu'il a dû être tenté de le faire disparaître des archives. Voici, en effet, la lettre adressée à Drovetti : « Je viens, Monsieur, d'inviter M. Pillavoine à vous faire la remise des papiers du consulat général dans les formes prescrites par les ordonnances et à vous fournir toutes les informations qui pourront vous être utiles dans l'exercice de vos nouvelles fonctions. » Et Drovetti était nommé consul général, le 28 juin 1821. Le Gouvernement de la Restauration reconnaissait la sincérité de son patriotisme. Pour Mohammed Ali, ce zèle national était « un gage suffisant de sa loyauté envers l'Égypte, puisqu'il liait la grandeur de ce pays à celle de la France ».

*
* *

La date est intéressante. Il y avait quatre mois et plus que l'insurrection grecque avait été proclamée à Patras, et le gouvernement français jugeait qu'un Drovetti, jouissant de la confiance de Mohammed Ali, valait mieux qu'un Pillavoine, qui s'épuisait en de mesquines querelles de clocher. La France

eut d'autant plus à se louer de ce geste qu'effectivement ce fut Mohammed Ali qui fut chargé de mater la révolte hellène, au nom du sultan ottoman, dont les armées avaient subi les plus retentissants échecs.

La France désire garder avec l'Égypte les relations les plus cordiales et le ministre des Affaires Étrangères, Chateaubriand, l'exprime dans une lettre personnelle à Mohammed Ali, datée du 9 mars 1824 : « Je suis très flatté d'être chargé de faire connaître à Votre Excellence les dispositions favorables de l'Empereur, mon maître, à son égard, et c'est avec un véritable plaisir que je profite de cette occasion pour lui exprimer la sincérité de mes sentiments envers Elle. J'aime à me rappeler qu'ayant eu l'occasion de lui être présenté pendant le voyage que je fis en Orient, en 1806, Votre Excellence m'accueillit avec une extrême bienveillance et que j'éprouvai les effets de sa haute protection dans toute l'étendue des pays soumis à une administration aussi juste qu'éclairée, j'en conserverai toujours le souvenir, et il m'est agréable de lui témoigner ici ma reconnaissance. »

On remarquera que le roi Louis XVIII est ici qualifié d'*empereur* et je reviendrai sur ce point à propos de la lettre de créance du marquis de Lavalette.

Le successeur de Chateaubriand, de Villèle, adressa des reproches à Drovetti, qui ne le renseignait pas suffisamment. Il s'attira la riposte suivante du consul général, à la date du 24 juillet : « Maintenant que Votre Excellence m'a fait percevoir l'inutilité des sacrifices de tout genre que depuis vingt et un ans je n'ai cessé de faire en Égypte pour le service du gouvernement français, j'ose espérer qu'elle voudra bien m'accorder un congé pour aller en Europe chercher à y rétablir, s'il en est encore temps, ma santé entièrement délabrée. » Ce devait être un nouveau ministre des Affaires Étrangères, le baron de Damas, qui allait recevoir cette missive et il s'empresse de rassurer Drovetti, en exprimant le désir qu'il ne

prenne pas son congé avant le printemps suivant, car « dans les circonstances actuelles, son absence peut avoir de l'inconvénient pour le service ».

Tout le monde savait à Paris le rôle important que jouait Drovetti. Le général de Livron, qui faisait partie de la mission militaire française près de Mohammed Ali, croyait devoir l'écrire en octobre 1825 : « Je ne saurais dire et répéter combien M. Drovetti rend de services en Égypte. Il possède toute la confiance du vice-roi et c'est à lui que l'on doit la prépondérance dont la France jouit dans le pays. Il est bien à désirer que sa santé très délabrée lui permette d'exercer encore longtemps ses fonctions de consul général en Égypte. »

(à suivre.)

Gaston WIET.

LA MACHINE ET NOUS.

Les Athéniens avaient coutume, le jour de la fête des Bouphonies, d'intenter au sacrificateur, après l'immolation du bœuf, un procès fictif. Après quoi on instruisait le procès du couteau qui avait tué la bête ; on le déclarait seul coupable, et on le jetait à la mer pour le punir de son crime. Nous sourions aujourd'hui de l'illusoire subtilité d'une telle procédure. Pourtant ne font-ils pas de même, ceux qui accusent la machine et, derrière elle, l'industrie, la technique et la science de tous les maux dont nous sommes accablés par la nouvelle barbarie qui ravage le monde, et particulièrement la déplorable Europe ? Une telle condamnation rappelle encore la cérémonie de la fête des Expiations chez les Hébreux. On amenait au grand prêtre un bouc, sur la tête duquel il étendait les mains, et qu'il chargeait, avec des imprécations choisies, de toutes les iniquités d'Israël. Puis le pauvre Azazel était conduit sur les confins du désert et chassé au milieu des cris de tout le peuple. On ne voit pas que cela ait mis fin aux iniquités. Le bouc émissaire des Juifs n'était pas plus coupable que le couteau des Grecs. Ni la machine.

Or que nous proposent certains ? De jeter le couteau à la mer, de conduire Azazel aux confins du désert, de briser les machines, de décréter une trêve des inventions, de généraliser le rouet de Gandhi, c'est-à-dire, en somme, de faire

marcher dans le sens du revenir la roue du devenir, de tourner le dos au progrès pour mieux progresser. Car enfin le progrès est bien en avant et non pas en arrière ! D'ailleurs l'idée de la réversibilité de l'évolution est une idée très fausse, que dénonçait déjà J. J. Rousseau. L'intéressant ouvrage de Gina Lombroso *La rançon du machinisme* est tout entier gâté par la foi de l'auteur en la possibilité d'un retour aux formes de civilisation antérieures à la technique. H. Bergson lui-même, qui prodigue les éloges à cet ouvrage, semble avoir versé dans la même erreur que Gina Lombroso. On connaît les thèmes des anti-machinistes : la machine enlaidit la vie ; elle dégrade les valeurs spirituelles ; elle enlève aux hommes leur travail et, du même coup, leur pain ; elle détruit l'accord intime, la communion, si l'on veut, de l'homme avec la nature et de l'homme avec l'homme, elle ruine la joie au travail ; elle sert les destructions, la mort. Le réquisitoire est complet, comme on voit, et il n'a cessé de s'alourdir au fur et à mesure que s'aggravait la crise mondiale du capitalisme. Comme on se retient d'aller jusqu'aux racines des maux de notre monde, on fixe sur la machine la gêne, le dégoût, l'angoisse que l'on éprouve devant l'effroyable faillite de la dignité humaine dans la civilisation de la bourgeoisie capitaliste. On se prend à regretter le passé, à faire l'apologie sentimentale de l'artisanat, à caresser l'espoir d'une nouvelle féodalité. Quelle lâcheté ! La vérité n'exige-t-elle pas ici, comme toujours, une solution de courage ? N'est-il pas vrai que l'humanité doit, coûte que coûte, se débrouiller dans la prodigieuse aventure où l'a jetée son génie d'invention ? Est-il donc si difficile, en poussant un peu l'enquête, de découvrir l'égoïsme foncier de la bourgeoisie en perdition, qui cherche à sauver par tous les moyens ce qui lui reste de privilèges, et de démasquer aussi certaines métaphysiques récurrentes et régressives, qui, préparant ou accompagnant le fascisme, montrent pathétiquement une société cherchant à s'évader de l'enfer qu'elle a fatalement

créé ? Il s'agit bien, au fond, de repousser à tout prix la réalité révolutionnaire, dont seule la reconnaissance explicite permet de reprendre à nouveau compte et ainsi de rajeunir les éléments — machine, travail, progrès matériel — qui avaient fait la force de la bourgeoisie montante, puis sa ruine, son angoisse et sa désolation.

Georges Friedmann a publié en 1936 un riche et profond ouvrage intitulé *La Crise du Progrès* — il faut avoir lu et médité ce livre, qui nous fait assister à la montée de la classe bourgeoise au XIX^e siècle et à toute l'histoire de la grandeur et de la décadence d'une idée, celle de Progrès. La machine fait naître tous les espoirs, puis on cherche à maîtriser le monstre déchaîné. La classe bourgeoise alors brise son idole. Les analyses de deux doctrines et de deux tentatives fameuses servent d'exemple aux contradictions à quoi se trouve contraint le capitalisme débridé : le taylorisme et le fordisme. Friedmann étudie avec beaucoup d'attention ces deux expériences, puis il en vient au point désespéré de la crise, génératrice de tous les refus aristocratiques, de toutes les attitudes négatives, de tous les « purs spiritualismes » où fleurit le dégoût des consciences modernes épouvantées et s'obstinant à repousser à tout prix, comme je l'ai déjà indiqué, la réalité révolutionnaire toute chargée de promesses de progrès humain. C'est qu'il s'agit d'une véritable « relève », et non point, comme le voudraient petits et grands bourgeois, de suspendre la marche des inventions industrielles, d'arrêter le génie, d'interrompre, en admettant que cela soit possible, l'inéluctable force et l'abondance vitales. Bien au contraire, il s'agit d'abonder dans le sens de l'abondance, au service d'un homme transformé. De nouvelles raisons de vivre, et voilà la machine et le travail justifiés et réhabilités ! Il s'agit donc, avant tout, d'une technique du progrès humain, fondée sur la confiance en l'homme nouveau.

C'est que l'homme peut donner toujours davantage et

mieux, s'il est convenablement traité grâce à une psychotechnique appropriée. L'homme doit revenir à l'humain par une révolution, laquelle brisera le capitalisme qui l'a déshumanisé. Cette croyance au progrès n'est plus l'idéalisme candide de jadis, tel que le présentait Condorcet. Il est la conscience même de la vie, sous sa forme la plus profonde, s'appliquant à une réalité qu'il s'agit de vaincre et d'intégrer. Il ne saurait y avoir de salut dans des évasions, des stabilisations illusoire, de nostalgiques retours en arrière. S'évader de l'humanité, c'est la trahir. Rien ne peut paraître plus rance, plus vieilli, plus sinistrement périmé que les doctrines de tous ceux qui s'attardent à rire de l'idée de Progrès, et qui trouvent un charme aristocratique à leurs rides métaphysiques, à leurs fards, à leurs grimaces brutales et désespérées.

Il est vrai que les objets, et en premier lieu les machines, que le génie technique de l'homme a suscitées, tendent à le dominer, à l'asservir, à le transformer en automate. On pourrait même aller jusqu'à concevoir que le triomphe ultime de la technique soit un chef-d'œuvre mécanique, où la place de la personne humaine cesse d'être marquée, — un non-être dans la perfection technique. Mais l'objet, la machine sont-ils responsables, comme le couteau du sacrificateur antique, comme le bouc Azazel? Ce n'est point la machine qui dénature l'homme, ce n'est pas elle la grande coupable. C'est à l'homme même qu'il faut s'en prendre de la terrible hégémonie du machinisme. Ce qu'il faut, c'est subordonner la machine à l'esprit et aux valeurs spirituelles, et sur ce point tout le monde est d'accord. Mais, si l'on y prend bien garde, de la machine même vient le salut. Le progrès des techniques libère peu à peu l'homme des tâches pénibles et indignes. Il faut développer à fond l'automatisme des machines. L'excavatrice, la grue, la presse exécutent des travaux exténuants et vils qui ont été longtemps la part écrasante de l'homme. Il me semble que la machine automatique, en déchargeant l'homme

des tâches de force brute, peut justement le rendre à ses fonctions de guide et de maître, en le rendant à la pensée du travail. D'où extension des loisirs et développement de la spiritualité. Ne voyons-nous pas déjà la réduction des heures de travail permettre l'exercice d'activités libérales? La machine guérit elle-même les blessures qu'elle fait. Le chancelier Thomas More, dans son ouvrage trop peu lu et médité *Utopie*, préconisait déjà la journée de six heures, et cela en 1516! Il écrit : « Cette durée de travail est plus que suffisante pour procurer les ressources nécessaires aux besoins et aux agréments de l'existence. Et vous vous l'expliquerez, si vous mesurez combien considérable est, chez les autres nations, la partie de la population qui passe son temps à ne rien faire! » Il reste donc dix-huit heures disponibles aux habitants d'Utopie. « Quant au temps libre, ajoute More, tous savent fort bien l'employer à quelque occupation indépendante de leur métier et choisie selon leurs goûts ». Ainsi il n'y aurait plus dans l'État que des hommes libres, au sens plein du terme. Ils disposeraient du temps nécessaire pour se cultiver, s'instruire et méditer, et aussi pour pratiquer les sports libérateurs, de même que pour affiner l'adresse de leurs mains et inscrire dans une œuvre, comme les artisans de jadis, l'empreinte de leur personnalité. La machine offre donc à tous ceux qui sauront le conquérir le don incomparable du loisir vrai, qui n'est point paresse, oisiveté, désœuvrement, mais libre jeu de l'activité personnelle, par laquelle nous devenons vraiment ce que nous sommes, nous-mêmes!

Il va de soi que de pareils espoirs sont vains dans des sociétés où la machine est exploitée pour les intérêts du profit privé, où elle est dressée contre l'ouvrier dont elle absorbe les tâches sans compensation. Dans le régime où nous vivons encore, mais pas pour bien longtemps, la machine demeure l'ennemie de l'ouvrier. Mais dans une société, qui sera celle de demain, où la technique serait vraiment au service de

l'homme, le travail de la machine se traduirait par des loisirs, par une avance de la culture. Elle servirait pleinement, de toutes ses admirables et inépuisables ressources, la dignité humaine. Ainsi donc, il faut pousser à fond la technique, le progrès et l'automatisme des machines libératrices, mais surveiller de très près les relations de l'ouvrier et de la machine pour garantir contre de graves dangers à la fois son corps et son esprit. Mais cet effort humaniste pour protéger l'ouvrier contre les dangers de la machine est irrémédiablement limité ou dévié par la structure des rapports de production dans la société capitaliste, du moins telle qu'elle est actuellement organisée. On connaît le mot terriblement révélateur de Taylor à un ouvrier qui l'interrogeait pour comprendre sa tâche : « Vous n'avez pas besoin de penser ! D'autres gens sont payés ici pour cela ». D'où il résulte que c'est seulement par une révolution, laquelle est tout près de nous, que l'humanisme se fera chair et sang.

Le développement du machinisme et celui du socialisme marchent évidemment de pair. L'ère de la machine n'offre point de place aux solitaires : c'est la camaraderie, la communauté d'ententes, la communauté de pensée qui commande. Jadis un homme, monté sur un cheval, pouvait s'en aller seul à travers champs. Si l'on prend le train, ou l'autobus, cela suppose la communauté d'efforts d'un grand nombre d'hommes, dont le voyageur devient l'obligatoire obligé. Est-ce à dire que tous les hommes vont être noyés dans une immense collectivité, et qu'ils vont ainsi retourner à cet amorphe anony-mat qui marque l'ère totémique ? Ceux qui feignent de le croire le font par jeu intellectuel, ou par sordide intérêt. La machine empêche l'action égoïste de sévir, elle vaque aux soins matériels, elle rachète l'homme de l'obligation de gagner son pain à la sueur de son front ; elle rend donc au travail libéral, au travail inutile, si l'on veut, cette primauté en quoi réside essentiellement la dignité humaine. D'ailleurs s'il est

vrai que l'homme, dans une certaine mesure, se machinise, il est aussi vrai que la machine s'humanise, s'incorpore à nous. Voici sur ma table un téléphone : le micro et l'écouteur sont des choses ; mais sitôt la communication établie, ces choses sont moi, qui parle à mille kilomètres peut-être avec beaucoup moins d'effort que je ne parlerais à vingt mètres. Que dire de la téléphotographie, de la télévision ? Du télescope et du microscope ? Plus vulgairement, me voici avec ma femme assis sur le siège avant d'une auto. Sommes-nous deux vivants sur une machine inerte, ou bien trois êtres tendus dans un même effort, la machine et nous ? Ou même deux : la force du moteur, le vouloir humain. Peut-être sommes-nous tous trois réduits à un seul être : une puissance commune de dévorer le ruban de la route... Qui n'a constaté l'amour du mécanicien pour sa machine ? Les locomotives ont des noms humains : Lucie, Mireille, tout comme les navires. Ce fait a une très grande signification.

Machinisme et civilisation, qu'on le veuille ou non, sont indissociables à jamais. « Secourable amie de toujours, a écrit excellemment le Général de Gaulle, la machine à présent régit notre destin ». Ce n'est qu'une sordide défense d'intérêts ou, plus exactement, de privilèges, ou bien encore, et sans doute, en même temps, une grande paresse intellectuelle qui oppose machinisme et civilisation. L'homme n'est esclave de la machine qu'autant que l'y enchaîne le profit du capital. Sismondi remarquait déjà vers 1820 : « Ce n'est point le perfectionnement des machines qui est la vraie calamité, c'est le partage injuste que nous faisons de leur produit. C'est notre organisation actuelle, c'est la servitude de l'ouvrier qui le réduit, quand une machine a augmenté ses pouvoirs, à travailler non pas moins, mais plus d'heures par jour pour le même salaire ». Le développement du machinisme, pour être bon, doit donc provoquer, à salaire égal, une réduction de la durée du travail. Il faut briser la coalition d'intérêts qui veut empêcher

la réussite et assurer l'échec d'une magnifique expérience humaine. Un vieil ouvrier déclarait un jour au Professeur Schuhl : « Combien les hommes devraient être heureux avec tout ce que la nature leur donne, avec tout ce que la science y ajoute, avec toutes ces machines si dociles et si puissantes qui travaillent pour eux ! » Ce vieil ouvrier-là prononçait des paroles très vraies dans leur si humaine simplicité, des paroles de cœur et de raison.

On regrette de lire, dans *Le Temps* du 22 août 1938, les déclarations suivantes d'un grand savant, Georges Claude : « J'avoue que je suis bien découragé par toutes les désillusions que nous apporte le prétendu progrès ; et, plutôt que d'encourager les jeunes gens dans la voie de l'invention, je serais enclin aux raisons de pessimisme que j'exposais déjà, en 1933, devant les membres de la Société Industrielle du Nord de la France. Plus la machine forgée par nous devient puissante, plus le contrôle nous en échappe, plus augmente le danger de nous faire écraser, et cela, sans doute, parce que notre perfectionnement moral ne va pas du même train que notre puissance matérielle. Et dans ce déchaînement industriel qui, en un rythme toujours accéléré, nous porte vers des destins tragiques, pas moyen de s'arrêter... Non, les temps ne sont plus où le savant pouvait sans crainte se croire l'artisan bienfaisant du progrès matériel et moral. S'il est de bonne foi, s'il est sincère dans son désir de travailler au bien de ses semblables, et quel que soit d'ailleurs le sillon qu'il retourne, il peut désormais, se penchant sur son œuvre, se demander avec angoisse si elle n'est pas mauvaise ».

J'ai dit qu'on regrette de lire de telles déclarations sous la plume d'un savant. Peut-être faudrait-il s'en féliciter. De telles réflexions permettent, en effet, de mesurer le mal causé par certaines métaphysiques récurrentes et régressives, auxquelles j'ai plus haut fait allusion. C'est toujours le même refus d'envisager courageusement la réalité révolutionnaire.

On voudrait résoudre dans les cadres du conservatisme social des problèmes qui ne peuvent être résolus que sur le plan d'une radicale transformation sociale. Quant au perfectionnement moral, il est certain qu'il « ne va pas du même train que notre puissance matérielle ». On reconnaît là une thèse chère à Bergson. Mais à qui la faute ? Le savant s'est-il jamais cru l'artisan bienfaisant du progrès moral ? Cette prétention a toujours été celle des religions et des philosophies, et, s'il y a faillite morale, ou banqueroute, ce n'est certes pas du côté de la science, de la technique, de l'industrie. Je ne sache pas qu'Einstein, par exemple, ait jamais visé à moraliser l'humanité, ni Langevin, ni même Pasteur. On invite la science à faire son examen de conscience. Que n'adresse-t-on aussi à d'autres la même exhortation ?

Certes notre âge est caractérisé en partie par ce trait que les marxistes ont nommé « empiètement progressif des choses sur les personnes » (*Verdinglichung*). Cet âge est celui où le mort l'emporte sur le vivant dans le domaine des moyens de production, où le travail passé l'emporte sur le travail actuel, et où l'homme est enlacé par les machines qu'il a créées lui-même, au point de s'exposer à en devenir l'esclave. Mais, encore une fois, ce n'est point la faute de la machine. Il se peut bien que l'empiètement progressif des choses sur les personnes et la domination de l'appareil technique sur les hommes soient des symptômes d'une décadence portant plus loin que ne le fait soupçonner la crise du capitalisme, et qu'aucun marxisme ne soit capable de résoudre radicalement une telle difficulté. Il ne faut sans doute pas prendre pour absolues les formes organisatrices de l'homme empirique, et il y a beaucoup à attendre de la réflexion éthique de l'homme sur soi-même. Il ne faut pas que s'accroisse la menace pour l'humanité d'un sort sans destin, c'est-à-dire d'une situation où tout ne viserait qu'à l'organisation rationnelle du plus grand bonheur matériel du plus grand nombre, où tout

tomberait entre les mains des médiocres, d'hommes sans destin ni rang et qui ne seraient pas à vrai dire humains. Là-dessus je pense que tous les hommes de cœur et d'esprit sont d'accord. Mais pour que l'humanité se pose sur sa véritable base, la création d'une nouvelle foi philosophique est nécessaire, dont on pourrait trouver les éléments dans la philosophie de l'existence qu'ont développée en Allemagne Karl Jaspers et Martin Heidegger, et qui s'oppose tout à la fois à l'idolâtrie de la science et à la restauration d'un dogmatisme théologique. Et cela serait aussi une révolution !

Le christianisme se trouve ainsi placé devant de nouveaux problèmes. Pour orienter l'homme dans ses rapports actuels avec l'univers, il faut une transformation de la conscience chrétienne dans sa conception traditionnelle de la vocation humaine ; il faut que la conscience chrétienne se tourne enfin vers sa vocation véritable. C'est pour s'être montrés infidèles à une telle vocation que les chrétiens sont responsables de tous les mouvements qui menacent directement le christianisme. Il est incontestable que le christianisme est fort peu venu en aide au prolétariat quand ce dernier était humilié, opprimé, écrasé. Le moment n'est-il pas venu du secours spirituel ? Ainsi la question sociale devient, au moment du triomphe du mouvement ouvrier et révolutionnaire, une question spirituelle et, par certains côtés, une question religieuse. Le pire danger qui menace l'humanité, ce serait de dégénérer par le fait de tout ce qu'elle élabore. De certains côtés, les responsabilités sont grandes, les fautes éclatantes. Il ne faut pas oublier que l'être spirituel est engagé inconditionnellement dans un être empirique, et qu'on attend toujours le récit véridique des aventures d'un pur esprit. Ainsi, comme l'a excellemment dit le penseur russe Nicolas Berdiaeff, « la voie de la libération définitive de l'homme, de l'accomplissement de sa vocation, est la voie menant au Royaume de Dieu, qui n'est pas seulement le royaume des cieux, mais

aussi le royaume de la terre et de l'univers transfigurés».

Si je ne me trompe, c'est en Russie que cette révolution intégrale est en train de mûrir. Oui, c'est peut-être au pays des Soviets, malgré le paradoxe, que sera en premier lieu tentée, sous les auspices de l'encyclique « Quadragesimo anno », la réconciliation du christianisme et du marxisme. Il est vraisemblable que d'autres expériences seront faites ailleurs. Le vœu de Hegel serait ainsi exaucé : découvrir le principe de l'union des contradictoires dans une catégorie supérieure, qui serait ici un messianisme intégral. A la dure sommation du « compelle intrare » peut répondre la gracieuse invitation du prolétariat. Mais il ne doit échapper à personne que, pour la bonne réussite de l'expérience, il est nécessaire que tout soit fait sans arrière-pensée, en toute simplicité de cœur, en toute pureté d'esprit. Tête contre tête, poitrine contre poitrine. Ce serait une catastrophe sans doute irréparable que l'un des partenaires reprît « in petto » pour son compte la cynique déclaration de Néron :

J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'étouffer !

Est-il donc si téméraire de penser qu'on aurait bien des choses raisonnables et bien des mots affectueux à se dire autour de la table commune, en rompant le pain de bonne farine et en divisant la chair de l'agneau ?

Jean RAPNOUIL.

LETTRES A DES FRANÇAIS

OU

PRÉSENCE DE LA FRANCE.

(SUITE).

LE PRÉSENT.

A Monsieur Claude X, des organisations de résistance française, de passage au Caire.

Mon Cher Camarade,

« Bien taillé, maintenant il faut coudre » ; car si le procès du passé est aisé, il nous faut construire pour l'avenir. En vérité voilà le seuil qu'il faudra franchir et où tout le monde semble s'arrêter. A côté d'une discipline qu'on trouve en général derrière de Gaulle et tout à fait inhabituelle pour les Français de notre époque ; à côté d'une mystique gaullienne, insuffisamment répandue et mal exposée dans le public d'ailleurs, mais qui, cependant, a fait disparaître entre nous les oppositions politiques ; à côté de beaucoup d'efforts, de bonnes volontés et d'impatiences même, il est certain que le mouvement des Français Combattants et d'outre-mer manque

de cohésion. Cependant, il faut noter à son actif trois ordres de faits positifs importants : des gens se sont sacrifiés, sont emprisonnés, meurent pour rejoindre de Gaulle ; la partie active et agissante de la population, en France, celle qui lutte, organise la résistance et se fait fusiller, est 95 % pour de Gaulle ; enfin, outre-mer, malgré des fautes nombreuses, aucune de ces fautes n'entache et ne diminue en rien la position de de Gaulle, car on se rend compte qu'il ne dispose pas de la plénitude des moyens dont dispose à l'habitude un chef de gouvernement.

Cependant, nous, les ardents, il nous semble qu'une tendance se manifeste pour remettre toujours à demain l'étude des solutions nécessaires, pour reconstruire et faire, non pas une révolution en intention, mais une révolution réelle qui, comme la Paix et liée à la Paix, sera une création continue ou ne sera pas. Si cette tendance était consacrée, ce serait pour les jeunes qui servent de Gaulle beaucoup plus qu'un malentendu. De la désillusion en résultant on peut prévoir qu'il naîtrait un affaissement de toute cette mystique qui maintient actuellement le rassemblement de forces et de valeurs anonymes considérables encore insoupçonnées (j'insiste sur considérables et insoupçonnées), et la secousse politique causée par cette désagrégation risquerait d'entraîner les pires dérangements sociaux. Ainsi, la question qui vient actuellement à l'esprit est de savoir si nous ne nous sommes pas trompés, si nous n'avons pas accordé gratuitement notre confiance, si nos espoirs et les espoirs de la nation un peu confus et vagues ont été confiés à un vrai chef de peuple. En d'autres termes, en suivant de Gaulle, courons-nous le grand risque du « Soldat » qui, ne s'élevant pas à la conception politique d'un Napoléon lequel subordonnait expressément le pouvoir militaire au pouvoir civil, est incapable de bâtir un pouvoir gouvernemental équilibré et dynamique, donc de faire œuvre d'avenir ? Je ne crois pas que nous courions ce risque. La

dernière preuve en apparut dans la lenteur de ce qu'il est convenu d'appeler les arrangements d'Afrique du Nord. A l'examen on doit bien reconnaître que l'intransigeance de de Gaulle fut la sagesse ; que si certains étaient tentés encore de lui reprocher de jouer la dictature, la réponse serait là, mieux qu'une réponse, une démonstration ; que son attitude est en effet la position la plus nette et la plus désintéressée : de Gaulle repousse et le consulat et le triumvirat, de Gaulle stratège du peuple français veut la confiance et l'appui du peuple. Et ceci est une sécurité.

Avez-vous jamais songé à l'erreur commise communément lorsque l'on croit pouvoir faire passer en discussion devant une assemblée, ou un conseil, un principe de base ? Si ce principe de base ne remporte pas la majorité, cela veut-il dire qu'on doit diminuer, transiger sur ce principe ? donc en amoindrir la valeur morale et la portée matérielle ? L'adoption de l'opinion, de la solution moyenne fut l'erreur de nos conseils anciens. Ce que nous voulons précisément, c'est revenir aux choses nettes, claires, crues. Un principe est juste ou ne l'est pas ; on l'admet ou on le subit, mais on l'admet ou on le subit en son intégrité. Le rôle du gouvernement est d'arbitrer non de transiger, et c'est pour cela que le pouvoir civil, qui, tirant son pouvoir du peuple est le vrai gouvernement, doit avoir le pas sur le pouvoir militaire. Sans doute, serait-il tentant de profiter de l'énoncé de ce principe pour rappeler que l'armistice fut signé parce que le pouvoir militaire fit une révolution de palais contre le pouvoir civil. Mais laissons ce passé, notre but étant de construire pour l'avenir, et entrons dans le vif de ce sujet.

Nous avons déjà noté ci-dessus que le groupement des forces françaises qui se rassemblent derrière de Gaulle manque de cohésion, et les plus ardents, les plus sincères grognent et s'impatientent car ils voudraient voir sortir quelque chose de l'immense espérance qu'il représente. Nous

réclamons ici un peu de justice, car si nous avons dû surmonter bien des embûches et des obstacles placés sur notre route, c'était bien à notre corps défendant. Nous sortons à peine d'une crise qui a duré sept mois, et plaise au Ciel que toutes les difficultés soient terminées. La situation terriblement anormale est de faire comprendre qu'un peuple, opprimé par l'ennemi, a plébiscité ce chef qui se trouve hors de France. Situation unique, mais qu'il faut faire admettre de nos Amis, de tous nos Amis d'abord. Et tant que ne sera pas établi dans sa pleine souveraineté le gouvernement provisoire de de Gaulle, même nous, ses ardents, ses croyants, ses hommes, nous avons tort de réclamer de lui les premières mesures politiques et de politique nouvelle que nous lui souhaitons voir prendre. Une mesure peut être préconisée contre cette pénible impression d'arrêt.

J'espère que vous, camarade venu de France, vous penserez comme moi qu'il est temps de créer dans tout l'Empire comme dans les colonies de Français résidant à l'étranger, des représentations locales d'opinion, analogues aux conseils généraux de France, assise politique indiscutable pour la coopération de l'Empire à la renaissance politique française. Ainsi, s'appuyant sur l'opinion publique coloniale, d'Afrique du Nord, des Français d'outre-mer, solide et sûr de toute cette conjonction de forces neuves, la France pourra soutenir ses hommes nouveaux, favoriser l'étude de programmes et préparer des cadres pour l'avenir.

Pour être saine, notre base de départ recherchera les idées simples, les valeurs premières. Nous essaierons d'en dégager ici un certain nombre.

On l'a dit, écrit : Hitler (et il s'en est vanté), c'est la barbarie. Barbarie contre toute forme de civilisation, contre la chrétienté. Il n'y a plus à discriminer actuellement entre Hitler et l'Allemagne, car si la culture allemande a pu adopter Hitler, l'étayer, se donner à lui mettant à sa disposition

l'énorme force qu'elle représente, c'est que la culture allemande, par l'âme allemande qu'elle a façonnée, s'est trompée. La guerre actuelle où nous prenons parti pour la civilisation occidentale, c'est l'opposition, la lutte entre deux philosophies, deux psychologies, deux cultures. La preuve, preuve non faussée par la psychose de guerre, la voici. Si la France et l'Angleterre ont refusé avant 1939 de soumettre leurs peuples à un régime esclavagiste pour préparer une guerre à laquelle elles ne croyaient pas, c'est que la culture de ces nations les amenait à croire le contraire, donc à croire au progrès social et moral, au progrès humain qui finira par créer la mentalité nécessaire et suffisante pour amener la fin des guerres. Ce n'est pas par suite de cet optimisme que la guerre mondiale a éclaté et, la poursuite des combats, leur dureté, montrent aussi que ce n'est pas faute de bravoure. Là n'est pas la cause de la guerre. La guerre est l'œuvre de la culture allemande qui a cru possible de laisser le sort de l'Humanité dépendre d'un seul homme ; la cause de la guerre c'est le déséquilibre de la philosophie allemande qui ne sut pas résister à la didactique d'un aventurier de génie. Car la culture allemande, expurgée de tout ce qui rappelait la Liberté, porte en soi le germe de toutes les folies collectives, des orgueils et des effondrements. Ainsi le peuple allemand, malgré des qualités extrêmes, apparaît comme le plus retardataire d'Europe.

Les cultures ne se valent pas. Actuellement, elles s'opposent. Car ce ne sont pas les peuples qui poussent à la guerre, ce sont les philosophes. Ceux qui forgent les ressorts cachés des mystiques et des croyances. La solution naïve et sentimentale et très respectable, de faire se lever les masses populaires contre la guerre, n'a pas abouti. De même que le monde fut dévasté par des guerres de religions jusqu'à ce que celles-ci devinssent statiques et d'une universalité relative pour être génératrices d'un équilibre social humain, de même si nous assistons à des guerres de culture, celles-ci ne

disparaîtront que lorsque les philosophies de désastre et de désespérance se seront humanisées.

L'orientation nécessaire ne pourrait-elle être donnée après cette expérience mondiale? Cela dépend de nous, dans la mesure où peuvent se faire entendre les hommes de bonne volonté. Il est à craindre que le monde civilisé ne trouve ni la discipline ni l'abnégation nécessaires pour se plier au système suffisant et nécessaire. C'est pourquoi il est urgent d'étudier en commun le système de demain. Dans ce chaos, la présence de la France ne fera pas tout mais, pour l'Europe, elle peut presque tout. C'est à cela que nous devons nous attacher, pour reprendre notre mission traditionnelle.

Et c'est ainsi qu'est posée la première base de notre programme : primauté de l'intelligence et de la philosophie, primauté de l'humain. Et le but de la politique étant d'établir cet ordre social, humain, il en résulte la primauté absolue de la politique sur l'économique. Cette subordination de l'économique au politique doit être absolue sous cet impératif catégorique « le monde veut la Paix ». . . Quelles que soient les littératures nobles et héroïques écrites à la gloire des travaux guerriers, il n'en résulte pas moins que la gloire pure et vraie c'est le sacrifice et le dévouement au social, à l'homme. Ainsi se lient en un seul bloc les règles d'idéal et les règles les plus objectives. Quand on sait les résultats obtenus par la propagande et la publicité, on se demande parfois ce qu'attendent les chefs de peuple, responsables de la vie des hommes, pour inonder le monde de ces préceptes.

Sur cette subordination de l'Économique au Politique, une grande confusion règne depuis un siècle et demi. Leur compénétration fut l'erreur capitale, due aux progrès multiples et multiformes nés du machinisme. La grande industrie a surpris le monde, tant par la capacité colossalement accrue de la production que par l'étendue des principes, moyens, méthodes permettant des inventions nouvelles, que par la rapi-

dité des communications et la capacité des transports. L'Économie actuel qui en résulte et qui s'accroît encore chaque jour est une force encore mal connue, mal captée, et c'est bien pour cela qu'il faut entendre que l'économie doit être dirigée. Par qui ? Par la politique, mais par une politique à son échelle. C'est là le point capital.

Cette échelle, si l'on y réfléchit, dépasse tout ce que nous avons connu ou supposé jusqu'ici, dans la masse j'entends, car il y eut en tout des précurseurs. Et à la vérité, il faut atteindre ce point de vue élevé sans quoi nous retomberions dans les mêmes erreurs : erreurs du même type que celle des arrondissementiers qui ont corrompu les institutions de notre pays au profit d'intérêts locaux sans importance et sans lendemain. Retombant dans les mêmes causes nous aurions les mêmes conséquences : des guerres de classe contre classe, guerres des crève-la-faim contre les bien-nourris, guerres de peuple à peuple, guerres de continent à continent.

Depuis un siècle on s'aperçoit que la politique à l'échelle des pays d'Europe occidentale (alors que l'économie devenait mondiale) exigeait que chaque chef de ces pays pesât sur la direction de son économie nationale alors qu'il ne pouvait être maître des contre-coups de son action puisque l'Économie sur lequel il agissait débordait de beaucoup ses frontières politiques. En fait le Politique était pris en sandwich entre la masse de la Culture (philosophie et morale) et la masse de l'Économie (machinisme, production et transport à l'échelle mondiale) et ce Politique trop restreint dans ses moyens, dans son action, dans son rôle indispensable et irremplaçable fut faussé. Loin d'amener l'équilibre des forces morales et des forces matérielles en présence, le Politique entraîné par ce dont il devait être le guide n'eut pas la possibilité d'imposer les règles qui eussent pu barrer la route aux conflits armés.

Ainsi l'évolution de la guerre des groupements de

mercenaires aux armées de conscrits, de la conscription à la Nation armée, de la Nation armée aux continents armés, se fit parallèlement à l'évolution d'une économie dévorante, toujours disproportionnée, dépassant l'évolution des autres choses égales par ailleurs chez tous les peuples, Économique qu'on tentait de dompter par le libéralisme, le blocus continental, le protectionnisme ou les autarcies. C'est l'Apprenti-Sorcier.

Quelle chimère va-t-on poursuivre demain ?

Jusqu'ici, je veux dire jusqu'à la guerre des continents, qui risque d'être le prochain chapitre de l'histoire mondiale, c'est l'Europe, le pays le plus fier de sa Civilisation et de ses Cultures qui donna l'exemple de cette décadence qu'est le retour de plus en plus fréquent aux conflits armés. Il doit y avoir une raison à cela. Et la belle candeur américaine, de Wilson à Summer Welles, pensant qu'imposer une paix américaine à l'Europe est un acte suffisant, est une idéologie sympathique, mais qui se fourvoie. Pourquoi ? parce que dans l'état actuel de ses frontières politiques il est impossible de diriger efficacement et sagement un développement économique, développement énorme en 1939, colossal après les reconstructions qui suivront cette guerre. Il faut bien que cette règle ait été jusqu'ici un joug inévitable, un calice qu'on ne peut éloigner de ses lèvres et qu'il faut boire jusqu'à la lie, puisque tout le monde se rend compte combien, en définitive, il est stupidement criminel au moment où la production augmente, où les ventes se ralentissent faute d'acheteurs, de faire disparaître dix millions de consommateurs en une tuerie sanglante pour résoudre le problème de la surproduction et de la sous-consommation.

Ce mal jusqu'à présent fut spécifiquement un mal européen, mais il n'est pas besoin d'être grand clerc en cette affaire pour noter que si les États-Unis d'Amérique comme l'U.R.S.S. ont pu jusqu'ici, mais jusqu'ici seulement, ne pas contaminer

leur politique par l'influence de leur économique (encore qu'il y aurait un certain nombre de problèmes à étudier sous ce rapport dans les relations U.S.A. avec les Amériques du Sud), c'est que ces pays, par suite de leur très vaste étendue géographique, disposent d'une part, d'une gamme quasi-complète des matières premières nécessaires à leur industrie et d'autre part, des zones d'expansion naturelles chez eux-mêmes, à l'intérieur de leurs propres frontières politiques. Ainsi ont-ils fait, sans le dire, de l'économie dirigée, de l'autarcie. Mais cet équilibre est et sera à sa limite au moment de l'achèvement du conflit actuel, et c'est bien précisément le heurt possible de ces deux économies qui est à redouter... Cette anticipation n'est faite que pour indiquer que la maladie jusqu'ici circonscrite à l'Europe va s'étendre demain à tous les peuples industrialisés, et que si jusqu'à présent l'Afrique, l'Asie sont restées en dehors de toute action directe dans tous les équilibres successifs provoquant les guerres, n'étant entraînées que dans l'orbite, la périphérie de ces guerres, il n'en est pas moins vrai qu'une Afrique du Sud ou une Égypte trop industrialisées se préparent de durs lendemains. L'étude sur laquelle je reviens encore des questions d'Europe doit donc porter en soi la leçon de l'expérience.

C'est faute d'une administration et de règles supérieures communes à toute l'Europe que les décisions et orientations politiques étaient prises inharmoniquement par chaque pays, sous la pression de leur économie locale, mais les conséquences des dites décisions étaient démesurées par rapport à l'importance de leurs habitants et à leur superficie. Aussi alors que le peuple voulait la Paix, mais en même temps voulait manger, pour ménager l'économie du pays et du peuple, le gouvernement prenait des décisions qui contenaient des germes de guerre, car prises à une trop petite échelle. Inonder de produits des pays voisins, y créer et y entretenir ainsi du chômage, maintenir cette situation en faussant sa monnaie, en modifiant

des barrières douanières, ce sont manières malhonnêtes, amoraux et hypocrites qu'une aberration collective et une déviation des lois morales firent tolérer jusqu'ici. En définitive, après l'avoir fait souffrir en temps de Paix, cette politique entraînait vers la guerre le pauvre peuple aux yeux bandés. Ce n'était plus la primauté des valeurs morales, ce n'était plus la primauté du Politique sur l'Économique, c'était une confusion analogue à celle des « institutions-qui-corrompent-les-hommes », puis « des-hommes-qui-corrompent-les-institutions ». De telles confusions ne peuvent plus être tolérées : elles auront coûté des millions de morts et des souffrances incalculables. En bref, tout se passe comme s'il existait une loi de Newton entre action et réaction, attraction et répulsion sur l'ensemble des mesures économique-politiques prises isolément par chaque pays par rapport aux mesures prises par les autres pays. Et depuis qu'un certain équilibre fut rompu, équilibre tout empirique tenu par l'Angleterre à l'époque où il y avait une certaine concordance entre les productions, consommations, moyens de transport et de stockage que détenait et contrôlait en majorité la Grande-Bretagne, depuis que cet équilibre fut rompu, les gouvernements réduits à une zone d'action trop restreinte n'ont pu dompter l'amplitude des mouvements économiques. Si l'intelligence n'y prend garde, le monde va mourir du fait de disposer de moyens et de méthodes de production pouvant le rendre matériellement plus heureux. Ce que j'expose ici, ce n'est donc pas l'interdépendance des Nations au point de vue économique, je dénonce le monstre économique qui, sous des prétextes divers se greffe sur la Civilisation au risque de l'étouffer.

Invariablement nous sommes donc ramenés à cette conclusion : l'Économique a pesé sur le Politique, a faussé le Politique, a entraîné des guerres. Il faut affranchir le Politique de l'Économique, il faut que le Politique dirige et peut-être gère l'Économique, mais pour ce faire, Économique et Politique

doivent être à la même échelle. Des plans mondiaux économiques, sans un groupement politique adéquat, nous semblent dangereux. C'est vers des moyens administratifs communs à une confédération de peuples de civilisation identique, à l'intérieur de vastes frontières économiques communes qu'on devrait aboutir en définitive.

Exprimée telle que, alors que la lutte sanglante n'est pas encore finie, que des centaines de milliers de vies humaines paieront encore la folle philosophie de dirigeants aberrés, cette opinion est déroutante. Avec quel soin ne faudra-t-il point que les chefs de gouvernement s'accordent sur ce point, puis inculquent cette pensée à leurs peuples, créant progressivement et successivement les organismes nécessaires à cette transformation du monde ! Paix égale création continue, comme déjà dit ci-dessus. Le cœur se serre d'angoisse en constatant le crime impardonnable contre l'humanité commis par le nazisme, sa doctrine et l'ordre nouveau qu'il voulait imposer au monde. Car, et c'est l'équivoque sur laquelle trébuchent de nombreux Français d'outre-mer comme demain trébucheront de nombreux Européens, le Nazisme mondial était à n'en pas douter une solution possible du problème mais une solution inhumaine. Du fait que nous nous sommes dressés contre cette solution, nous en avons les conséquences et c'est un devoir inéluctable de reconstruire un monde plus logique. « Au pied du mur on reconnaît le maçon », dit la sagesse populaire : nous allons être au pied du mur. Je me souviens, aux jours encore sombres et incertains de janvier 1941, avoir entendu dans ma brousse congolaise un broadcast de Robert Graham Swing de N. B. C. New-York, qui disait textuellement ceci, en français : « Il s'agit de diriger l'économie du monde : Hitler voudrait que ce soit Berlin ; nous préférons que ce soit Washington. » Ainsi présentée l'idée porterait en soi de nouveaux germes de conflit. Ce n'est pas sur la place publique que peut s'expliquer l'erreur de certaines positions ; et si nous

réclamons la présence de la France nouvelle, celle qui se cristallise derrière de Gaulle, c'est parce que nous savons, nous peuple vieux, expérimenté que la présence de la France est indispensable pour placer les problèmes sur leur vrai plan. Quels Chefs des Gouvernements des Pays d'Europe occupés n'approuveraient cette proposition? Car, si certaines idées de France n'étaient pas restées sur le plan idéologique mais avaient été suivies d'actes, en serions-nous, nous le vieux Monde, nous c'est-à-dire des dizaines de millions d'êtres humains, à perdre des années de notre vie à défendre la collectivité humaine contre une philosophie de destruction?...

Osons donc signaler cette tragique situation dont nous ne sortirons que si l'organisation qui suivra la Victoire est sage et saine — admirer aujourd'hui l'art de la guerre, mettre toutes ses forces à le pousser au maximum, exalter la nécessité du sacrifice de l'homme, le sacrifice complet absolu, en sachant que demain il faudra créer une confédération des Nations et supprimer les frontières... Ne serait-il point prudent de le dire déjà, d'y préparer l'opinion? Ce ne sont plus les petites limites des provinces européennes que nous défendons, ce n'est pas pour une barrière douanière que des hommes meurent, ils meurent pour une Idée. Et cette idée qui se traduira par une union des peuples est une progression humaine, l'aboutissement normal de la marche en avant de la société. C'est le même processus qui fit qu'à l'homme seul succéda la famille, puis le clan, puis la tribu. C'est un nouvel âge de l'Humanité. Des transformations de cette importance sociale ont eu lieu, il n'y a pas un tellement long temps que nous n'en puissions retrouver des traces et des souvenirs. Un exemple précis est la constitution même de la France. Lors de l'effondrement du Saint-Empire germanique, si quelqu'un avait parlé et prédit la constitution d'un État non seulement territorial mais aussi un et indivisible moralement qu'est la France actuelle, cela eût semblé une gageure. Nous avons mis plu-

sieurs siècles à réaliser cette construction. C'était l'époque des diligences. Ceci n'est pas du tout une boutade, car la facilité, la rapidité, la capacité des moyens de transport règlent indiscutablement la vie des peuples. Et s'il fallait agir sur cette évolution, ce serait plutôt pour la tempérer et tenir compte ainsi de la « raison d'inertie » de la mentalité des masses, donc une pure cause psychologique. Car il n'y a pas plus de raisons sauf de raisons que la raison ignore, pour empêcher le Lombard de s'entendre avec le Croate, celui-ci avec le Flamand, le Castillan avec le Poméranien, le Grec avec le Gallois qu'il n'y en eut pour empêcher le Provençal de fraterniser avec le Breton ou le Picard.

Dans cette union est le salut. Et cette union semble le meilleur et le seul moyen d'éviter la termitière — termitière qui serait cet état organisé, spécialisé et qui pour d'aucuns apparaît comme le terme inévitable de l'évolution humaine. Voilà précisément un des points sur lequel la France se doit de dire son sentiment, et en complète indépendance. Car, et excusez-moi de cette pauvreté, mais elle dit bien ce qu'elle veut dire, il ne faut pas échapper à la termitière pour tomber dans la fourmilière.

Peut-être n'a-t-on pas fait suffisamment ressortir un point pourtant important du système hitlérien. En haut la race des Seigneurs, avec sa caste des Guerriers et la caste plus fermée encore des Initiés, avec comme moyen de puissance et de domination la disposition et la concentration des moyens de connaissances, et leur langue. En bas, les races captives dont l'évolution, la vie, la mort eussent été réglées uniquement par rapport aux besoins en main d'œuvre et en consommateurs de la race dominante des Seigneurs, ces races servies étant privées d'éducation sauf dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de leurs travaux collectifs et conservant leurs idiomes particuliers. Ainsi, ayant sous les yeux les premiers essais de ce système inhumain que constitue le nazisme, nous y voyons que

le moyen de dominer les peuples esclaves est à la fois d'y supprimer l'instruction générale et de maintenir le particularisme des langues, seuls moyens d'éviter l'union des captifs contre leurs maîtres. Ainsi le nazisme supprime-t-il toute cette communauté de penser, d'envisager et de résoudre qui tient à la langue elle-même. Ainsi, nous qui voulons tendre vers une union des peuples afin de tendre vers la Paix, trouvons-nous là la preuve de la nécessité d'une langue commune pour obtenir ce rapprochement souhaité. N'est-ce point le grand Mistral qui a dit : « Celui qui possède sa langue possède la clé qui de ses chaînes le délivre » ?

Nous redécouvrons là des règles posées par des précurseurs. Faisant cette diversion une fois pour toutes, je dirai que tout est simple, qu'il ne faut pas des génies pour reconstruire le monde de demain, que probablement tout fut déjà dit ou que tout existe d'une façon éparse autour de nous, mais qu'il faut rassembler. Sans doute ces idées seront combattues, qu'importe ? C'est l'action qui nous intéresse, et l'action à entreprendre pour grouper les hommes qui demain créeront la Paix en Europe, comme il existe une paix entre les diverses provinces françaises. Si ceci nous amène à dire : il faut aux hommes un langage commun, nous devons obtenir de nos représentants qu'ils défendent opiniâtement cette idée devant les congrès mondiaux. Unité de langage égale possibilité de mettre d'accord des conceptions primitivement différentes, unité de langage égale projection sur un plan unique, commun, constant des pensées et de toute la production de l'intelligence humaine, unité de langage égale unité renforcée de la Civilisation. Les langues courantes actuelles deviendront comme le Provençal ou le Breton des langues de petites Patries. Et c'est par l'harmonie de ce particulier dans le général que se créera une douceur de vivre, car nous ne voulons de loi d'airain ni pour l'intelligence ni pour le cœur.

A la Victoire, à côté d'un enthousiasme national très pur,

lié au sentiment de la délivrance, à côté de nationalismes exacerbés chez certains, on trouvera une masse qui voudra bien penser à son pays comme à une Grande Province d'Europe. Ce sentiment a déjà apparû. Il faut le guider avec délicatesse vers les vraies valeurs morales universelles. Alors que le simple énoncé de ce problème et des solutions humaines entrevues faisait pousser jadis de hauts cris, dès maintenant on trouve déjà beaucoup de bonnes volontés prêtes à accepter cette formule — comme dans des moments d'abandon elles seraient prêtes à en accepter de bien plus extrêmes encore. Il est délicat d'insister sur ce point au temps des combats, mais il faut noter pour la vérité que l'œuvre si calomniée des hommes voulant la Paix, fidèles aux accords reniés depuis, bâtissant ce premier essai de Société des Nations, cette œuvre, aussi incomplète fût-elle depuis vingt ans, a quand même lancé l'Idée. Il faut, maintenant, que tous les philosophes et les pasteurs, les maîtres et les docteurs, que toutes les élites travaillent dans le but d'instaurer cet état d'esprit et le rendent universel : la Paix, la Paix nécessaire à la vie, la Paix fondement et but du Génie humain et de la Société humaine, hors de laquelle ils ne suivent plus leur voie.

Les Chefs des Églises chrétiennes et le Successeur de Pierre doivent être suppliés de ne pas s'y tromper. S'ils ne prenaient enfin vis-à-vis de l'enjeu de cette guerre et des actes de guerre eux-mêmes la position qu'imposent la croyance et le dogme : « Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté », ils se déroberaient, nous semble-t-il, à leur mission sacrée. Que le Pontife du Christ et le ministre Briand aient pu, il y a quinze ans, émettre une opinion identique sur l'importance de la période de transition actuelle dans le cycle de l'histoire en la comparant à la Renaissance — et j'ajouterai à la Réforme — ceci n'est pas une simple coïncidence curieuse, mais la constatation d'un fait. Dans cette impasse, il faut supprimer une équivoque, les temps sont révolus. Il est impossible que la même

Doctrine enseignée par les mêmes Pasteurs continue à tenir balance égale entre les philosophies qui s'affrontent et déchirent les hommes. Nul ne peut servir deux maîtres. On ne peut être à la fois pour le gendarme et pour le malfaiteur. Le peuple allemand obéit à une doctrine qu'il s'est lui-même donnée et d'enthousiasme. Il ne suffit point de condamner le principe de cette philosophie, comme on condamne le principe du vol, il faut condamner les hommes qui le défendent, les armes à la main, individuellement, car ils sont individuellement responsables de cet acte, comme on condamne individuellement chaque voleur. Ils sont complices. D'une parole, l'Église, les Églises peuvent faire tomber les armes meurtrières des mains de millions d'hommes. Cette parole doit être dite, ou c'est alors l'aveu du vide et de l'impuissance de leurs croyances et de leurs fois. L'être collectif doit, comme l'individu, payer les justes conséquences de ses erreurs et de ses fautes. Il convient de l'éclairer sur ces erreurs et sur ces fautes avant qu'il n'en ait tiré le maximum de dégâts. Et si, demain, au nom d'une Charité toujours respectable, désirable et nécessaire, les Pontifes demandent qu'on ménage les coupables, pourquoi dès aujourd'hui ne disent-ils point où sont les coupables? pourquoi de ce fait condamnent-ils à couler du sang innocent? pourquoi ne poursuivent-ils point de leur verdict ceux qui veulent que le droit ne réside qu'en la force? . . . Pour les laïcs, la guerre est le seul moyen de résister à la barbarie, et son but d'en détruire les germes. Que font les religions? Leur indulgence excessive ne renforce-t-elle pas, ne serait-ce que par omission, cette force qui prime le droit? Les guerres de religion à religion ont fait couler autant de sang que les guerres de province à province. Elles ont cessé, les pasteurs ont compris. Leur demander de prendre position au plus tôt n'est pas un mythe, c'est au contraire essentiellement objectif, c'est aussi préparer la paix de demain. Car quelle valeur accorder à la justice si la justice admet qu'un complice d'une bande

de voleurs, sous prétexte qu'il obéit à un chef de bande, qu'il a lui-même élu, est irresponsable de ses méfaits sous prétexte qu'il exécute les ordres de ce chef? Singulière position, on l'admettra.

Je faisais allusion plus haut à cet accord d'opinion sur l'importance de la période historique actuelle de deux personnalités que tout opposait. Si au point de vue politique et économique et social, les peuples vivent des temps dont les conséquences sont encore incalculables, je crois aussi que les religions vivent une période aussi capitale que l'époque de la Réforme. Des idées et des projets sont lancés de par le monde, et dans cet ensemble si complexe l'humanité attend une nouvelle libération, la libération d'une hypocrisie monstrueuse qu'on pourrait appeler la tyrannie légale.

Sous cette expression je ne fais pas particulièrement et uniquement allusion aux régimes d'exception dits totalitaires. Nous avons vu plus haut combien la compénétration et la prédominance de l'Économique sur le Politique avaient entraîné de confusions mortelles en leurs conséquences. C'est que l'Économique si exigeant en ses besoins n'était pas libre et de ce fait ses exigences devenaient anti-sociales. Immorale en ses actes, car amoral en son principe, une position privilégiée demeurait et était accordée à certaines classes et certaines gens qui, comme avant 1789, n'avaient plus ni les mérites ni les qualités pour bénéficier de ce nouveau privilège, le privilège de l'argent. Le Capitalisme a faussé l'Économique, c'est une certitude rarement contredite. Pourquoi faut-il qu'à l'énoncé de ce seul mot «Capitalisme» la moitié du monde entre en transe? Il n'y a peut-être de par le monde que quelques milliers de personnes qui savent ce qu'est le capitalisme et en tirent les ficelles : et pourtant à ce mot des appétits se dressent. Et cependant le fait est simple à constater, la réalité est là : le monde a mis son intelligence, ses bras, ses machines à la disposition de ce Moloch, le monde s'est proprement mis en esclavage.

Je ne prétends pas, hélas ! — et c'est précisément pour cela que jusqu'à cette guerre je n'étais pas républicain, c'est-à-dire pour cette république aux organismes pourris que nous avons alors — je ne prétends pas que jusqu'ici les démocraties aient trouvé la formule pour régler cette question. Mais elles seules ont la possibilité de la régler, et c'est pour cela qu'une république française doit renaître, et j'en suis. Car nous sentons réellement maintenant que nous voulons en sortir. Hitler nous aide pour cela. Croyez-le bien : si, dans tous les pays qu'il occupe comme dans tous les pays du monde, Hitler a trouvé des collaborateurs, c'est que l'hitlérisme représentait le dernier refuge du pur capitalisme s'étendant non plus à une classe mais à une race. Ainsi ce génie diabolique mariait habilement le communisme intégral réservé aux races esclaves avec le capitalisme de la caste de l'état dominateur, des Initiés. De cette guerre il devra sortir une solution, même si cette solution exige des bouleversements supplémentaires — ce qui n'est pas exclu, je le dis tout au long de ces lettres. Mais une constatation réconfortante, c'est que cette idée, jadis apanage de certains partis et considérée comme subversive, s'est imposée à tous les gens pensants. On en relève même le souci constant dans les discours des hommes d'État, britanniques comme américains, et on en trouve une esquisse précise dans le discours-programme du général de Gaulle de fin avril 1943.

Mon but n'est pas de faire ici, ni de condenser un cours d'économie nouvelle. Mais cependant je crois qu'il est nécessaire, sans exagérer par trop la longueur de cette lettre, d'indiquer quelques traits réalistes et toujours simples — j'insiste sur ce mot simples. J'ai eu comme vous tellement souvent l'impression que l'on compliquait comme à plaisir des situations qui gagnent à être dépouillées à l'extrême. Toutes les notions s'entassaient les unes sur les autres, les problèmes sont mélangés, c'est un peu le bric-à-brac des vieilles filles et des maniaques qui entassent et gardent tout ce qu'ils trouvent,

sous prétexte que cela peut toujours servir. De temps en temps il faut faire le *clean-up* : ainsi en est-il pour les notions économiques.

Le problème du capitalisme se pose sous cette forme aiguë, dans toute la partie du monde industrialisée, et au rythme commercial rapide, depuis relativement peu d'années. La crise qu'il subit, leurs conséquences, conditions qui seront aggravées après cette guerre, risquent de bloquer l'humanité entière. Le problème du capitalisme sous son aspect aigu actuel est récent, parce que le grand capitalisme est né (ou serait né, car il est encore à prouver qu'il existe, ce capital surcapitalisé dans des réemplois) donc le grand capitalisme est né de la grande industrie. Et l'accumulation des capitaux a été rendue possible par la création des sociétés anonymes. La nouvelle féodalité est là et le joug qu'elle fait peser sur le monde et posé par elle comme règle sacrée, absolue, inéluctable, indiscutable, (et j'en passe...) est la rémunération du capital. Si vous réglez cette question, vous réglez presque tout, parce que ce point est la clé de tout.

Nous avons déjà dit que nous serions entraînés vers l'Économique parce que nous voulions faire du Social. Eh bien, il faut bien dire ce qui est. Quand on parle de surproduction, que ce soit pour des automobiles, des chaussures, des bas de soie ou des cigares qui ne se vendent pas, alors que des milliers, des centaines de milliers de gens voudraient bien acheter une automobile, des chaussures, user des bas de soie et fumer des cigares, on doit constater que ces mots de surproduction, de transport ou de répartition ne riment à rien, car ils ne sont qu'une conséquence d'un fait et non une cause. En réalité, les produits qui paraissent comme étant en excédent et pèsent sur le marché ne sont pas achetés parce qu'ils sont trop chers pour les clients éventuels qui, eux, n'ont pas assez de moyens de paiement à leur disposition. Et l'on peut dire que tous les articles proposés à la vente sont trop chers, et trop chers parce

que l'on admet comme règles intangibles qu'à chaque stade de transformation de la matière première, comme à chaque stade de transport, le bénéfice n'est limité par aucune règle et qu'à chaque fois il faut également rémunérer un capital qui, par suite de « réemploi » et des réserves, est en fait, toujours le même. Si la rémunération successive des capitaux engagés dans les diverses opérations de transformation et de transport, et les bénéfices inconsiderés doublent la valeur intrinsèque d'un objet (par exemple 200 au lieu de 100), si on ramène cette majoration de 100% à 40% par exemple (donc, l'objet ne coûterait plus que 140) et que cette diminution de prix de 60 augmente d'autant les salaires, donc les moyens d'achat, on « tend » vers la solution du problème. Bien entendu, ceci réduit le problème aux données essentielles, très embrouillées, en fait. C'est naïf, c'est enfantin et j'accepte parfaitement qu'on me tourne en ridicule. Mais ce que je sais parfaitement, c'est que le jour où un gouvernement sûr de l'appui d'une masse sage, disciplinée, correcte voudra résoudre le problème dans ce sens, il le résoudra et sans répandre de sang, et sans mener une nation à la ruine, comme crient un tas de pauvres gens bernés par le capitalisme sans le savoir. Pour eux, je voudrais développer chacun des points ci-dessus, séparément.

Tout le monde fut d'accord pour constater après 1918, une course effrénée vers l'enrichissement. La faute n'était pas spéciale aux financiers ou banquiers, mais était une passion universelle : on ouvrait ainsi un bouleversement des marchés et créait une mentalité qui persiste. Tant qu'une loi draconienne ne précisera pas, toutes choses égales par ailleurs, que faire un bénéfice de 30, 40, 50 ou 100% (selon les articles) est amoral, on n'aura rien fait en la matière. L'économie de guerre a montré que l'on pouvait réglementer dans cette voie. Je suis colonial et je cite un exemple. La banane « gros-michel » s'achète ofr.,25 ou ofr.,30 le kilo au départ du Cameroun. A Paris la banane valait 1 fr.,75 pièce et, quand

elle était à moitié pourrie, 0,75 à 1 franc. Moyennant quoi on était parvenu à consommer environ 120.000 tonnes de bananes en France. Or, si la vente avait été assurée, la production coloniale pouvait facilement monter à 500.000 tonnes enrichissant colons, indigènes, moyens de transport. Il fallait donc étendre la consommation. Pour l'étendre, il n'y avait qu'à rendre la banane accessible aux petites bourses. Entre 0.30 au kilo au départ (ce qui met une banane à 0fr.,05 pièce à peine), et 1,75 à la vente par pièce, ne trouvez-vous pas qu'un bénéfice de 3.500% soit exagéré? Pourquoi ce bénéfice? Parce que le commerce de la banane était un monopole de fait entre deux groupes dont ces Messieurs les Chargeurs Réunis. Dans le monde de demain, ces personnages doivent disparaître! Et avec une organisation normale, non seulement je fais vivre des colons, des indigènes, je donne du fret aux navires, je nourris des marins, mais encore je donne des bananes à 0 fr.,30 pièce aux gosses de France, au petit morveux mal-alimenté des rues de Paris. Cet exemple est frappant? Il y a mille exemples aussi frappants. Et ce qui est incompréhensible, c'est la bonne et douce bêtise de certaines d'employés qui défendent, cœurs de pierre, la position des patrons des Chargeurs Réunis se figurant qu'on vise leurs économies quand on s'attaque au Capitalisme. Les hommes sont les hommes, donc des êtres faibles. L'État est une entité morale. Il doit limiter le bénéfice lors de l'acte commercial comme il doit mettre un plafond à certains émoluments ou revenus.

Quant à la rémunération du capital, deux sortes d'erreurs pesant sur l'économique et le social lui sont imputables. D'une part, le « bonus » ou plus-value de l'affaire au bout d'un certain nombre d'années, d'autre part, malgré le renouvellement et l'accumulation des intérêts annuels, la consolidation, la permanence du capital primitivement engagé. Citons quelques exemples. Une des valeurs les plus splendides dans le monde

de la Bourse, c'est le Canal de Suez. L'action de 500 francs à l'origine, si je ne m'abuse, fut deux fois dédoublée, c'est-à-dire qu'elle représente actuellement quatre titres qui valaient chacun, fin 1938, environ 25.000 francs pièce, et chacun d'eux recevait environ 700 francs d'intérêts. Et ceci sans compter les réserves accumulées qui serviront à amortir les titres à l'expiration de la concession, et qui représentent des centaines de millions réemployés dans des affaires rapportant des intérêts, lesquels peuvent à nouveau, être accumulés, former des réserves réemployées à leur tour... N'y a-t-il pas là un phénomène choquant? Un gain de 20.000% n'est-il pas amoral? Et cette succession de réemplois, un abus qui concentre petit à petit tous les capitaux, et les moyens d'action qu'ils représentent, en un petit nombre de privilégiés! Un autre exemple est celui du billet de 100 francs prêté à l'État français pour solder les dépenses de la guerre de 1870 qui a rapporté chaque année 3%, c'est-à-dire 219 francs depuis 73 ans à ce jour; et cependant, la collectivité française doit toujours et 100 francs de nominal et 3 francs d'intérêts chaque année.

Tout cela est normal. En réalité, le capital est une création humaine, donc limitée, donc qui vit, qui meurt, car le capital doit s'user et disparaître. Cette loi doit être inscrite à la base de l'économie de demain.

Pour l'État, la solution est simple. Un État ne peut avoir de dettes, car si un État fait des dépenses, c'est pour les besoins de la collectivité et une fois la dépense faite, elle doit être considérée comme amortie. Tout ce que l'on doit dire, c'est qu'en cas de nécessité, l'État empruntant des moyens de paiement à l'épargne, prenant donc une accumulation de moyens à certains de ses citoyens qui, momentanément, n'en ont pas besoin, doit ensuite répartir cette charge entre l'ensemble de la communauté selon les règles habituelles des impositions établies par les législateurs, et par conséquent,

rembourser ses prêteurs. Mais il doit y avoir suppression de l'intérêt de l'argent. Sans quoi, nous maintenons toujours l'inhumaine disposition suivante. Parce que le citoyen Untel disposait de 200.000 francs d'épargne, qu'il a mis cette épargne à la disposition de l'État pour faire la guerre, c'est-à-dire pour défendre son corps et ses biens, le citoyen Untel toucherait ensuite indéfiniment, lui et ses héritiers, un revenu de 500 francs par mois tout en conservant son capital. Autrement dit, la guerre l'enrichirait alors que la guerre — il faut tout de même revenir aux choses les plus simples — alors que la guerre est une destruction colossale de richesses, et que la guerre ne peut faire naître la prospérité, comme d'aucuns semblent le croire fermement. Qu'on le dise ici une fois pour toutes : de cette guerre, les nations d'Europe sortiront ruinées. Ruinées parce qu'elles n'auront plus de monnaie gagée, ruinées parce que leurs « dettes » envers les particuliers pour soutenir la production de guerre, dépasseront la capacité de paiement (intérêts et principal) de plusieurs générations, ruinées parce que des richesses matérielles depuis des habitations les plus humbles au plus luxueux des châteaux, depuis des usines avec leurs machineries en passant par des galeries de mines, depuis des meubles en bois blanc jusqu'aux bibelots les plus somptueux et les plus rares auront été détruits : détruits, brûlés, inutilisables, consommés, inexistantes. . . Aussi, n'est-ce pas trop dire que jamais des hommes politiques ne se trouveront devant une situation aussi tragique, mais aussi simple pour faire du nouveau et appliquer de nouvelles méthodes. Et si ces méthodes sont saines, simples, honnêtes — peut venir un âge d'or où il sera doux de vivre.

Admettre que dans cette diminution universelle de richesses, seuls, encore et toujours, le « titre », la « valeur de bourse », l'« action » puissent demeurer intouchables, c'est consacrer le retour aux bouleversements que nous voyons maintenant. Parce que j'aurais la chance de posséder des Péchiney ou

Ugine, des Pacific Railway ou des Suez, des de Beers ou des Mokta el Hadid, je n'aurais pas perdu ? Mieux même, malgré la guerre, par la guerre, je me serais enrichi ? Allons donc . . . Il est évident que des mesures claires et simples s'imposent, mesures à prendre dans le calme, à froid (comme Reynaud quand il voulait faire sa dévaluation à froid) parce qu'encore une fois l'état démographique de la France, comme d'ailleurs de l'Europe en fin de conflits, ne peut permettre des révolutions de structure sanglantes. De même il ne peut autoriser la disparition de classes entières de la société, ruinées et trop vieilles pour se réadapter. La révolution de structure à faire, mais non sanglante, entraîne donc des mesures de transition. Et elles sont simples.

Cette révolution à faire à froid, c'est la suppression de l'intérêt de « l'argent ». Le remboursement des capitaux prêtés s'impose, avec une légère prime de reconnaissance, si l'on peut dire, à moins que l'on ne veuille considérer comme un acte de commerce, la mise à la disposition d'un tiers, de son épargne, moyennant un bénéfice ; comme dans tout acte de commerce normal. Ensuite la main-d'œuvre doit profiter de rémunérations plus larges et l'État au nom de la collectivité doit, pour ses œuvres sociales, percevoir des impôts plus lourds. Le collectivisme consiste à mettre à la disposition de la société le maximum de ressources pour permettre d'élever le standard life de chacun et à mettre à la disposition de l'État le maximum de ressources pour du « social » (retraites de la vieillesse, éducation des enfants, œuvres, mise en valeur du pays . . .). Dans cet ensemble l'initiative individuelle n'est pas du tout à supprimer, au contraire, et l'ingérence de l'État doit être maintenue au minimum. Le collectivisme est une morale dont l'étatisme n'est qu'un moyen et un moyen dont nous ne voulons pas. Au contraire il faut chercher le moyen pour que le « fonctionnaire » ne devienne pas une classe privilégiée de la Nation, mais soit payé conformément à son mérite et comme

tous se constitue lui-même sa retraite. Le travail seul est générateur de richesses. Aussi il m'importe beaucoup plus d'avoir dans chaque société dix directeurs gagnant chacun 300.000 francs par an ; du personnel de maîtrise roulant auto ; des ouvriers à 5.000 francs par mois ; que d'avoir douze administrateurs de Banque et douze administrateurs de société cumulant plusieurs millions entre leurs jetons de présence, leurs émoluments, leurs tantièmes et le revenu des actions des affaires qu'ils administrent et de leurs filiales. Dans le premier cas, je vends mille autos de plus par an ; j'augmente le niveau de vie de deux mille ouvriers et de leur famille, j'éduque mieux les enfants et de ce fait j'augmente les échanges journaliers puisque le standard de vie est plus élevé — tandis que dans le second cas je vendrai peut-être douze automobiles de luxe, mais pas plus de cigares, de kilos de pain, de bananes qu'un homme ne peut en absorber normalement, même en se gavant.

Répétez, répétons, que les philosophes et les docteurs et les pasteurs répètent avec nous que l'argent est stérile, qu'il ne peut fructifier par lui-même. On s'est trompé jusqu'à ce jour, et la loi d'airain de la rémunération du capital est une de ces vastes fumisteries qui apparaîtra aux générations futures aussi amoralité que le droit de cuissage des anciens reîtres devenus seigneurs de par la force de leur épée.

Cette idée de l'argent stérile, de l'argent improductif, par lui-même, de l'amoralité de vivre en prélevant une part du travail d'autrui indéfiniment, cette idée frappe surtout le monde épargnant et petit-bourgeois. Au contraire, ce qu'il est convenu d'appeler le monde des affaires sait très bien à quoi s'en tenir sur la question. D'où sa façon savante de faire entendre qu'un bouleversement effrayant suivrait la chute de la féodalité capitaliste. Ainsi, suprême astuce, les soutiens les plus sûrs et les plus désintéressés du régime capitaliste sont ces moutons, cette masse de travailleurs épargnants qui sont

régulièrement ruinés par le système actuel. Car ne l'avez-vous pas deviné? ce système porte en soi et obligatoirement le germe des krachs retentissants, des faillites successives et des dévaluations. Or ce capital qui, comme une pieuvre aux tentacules nombreuses couvre tout est en partie une fiction. Par suite de réemploi, le capital se multiplie artificiellement à la façon d'un billet de mille francs qui se reflète successivement dans un jeu de miroirs. Cette fiction, forcément improductive, exige cependant chaque année un prélèvement sur une richesse vraie et réelle : le travail de l'homme. Il faut donc que la machine montée sur ce principe éclate de temps en temps : et ce sont les krachs et les faillites ; de même que si, contraints et forcés, des gouvernements même les plus honnêtes doivent dévaluer leur monnaie, c'est pour ne pas crouler sous l'accumulation des charges réelles que la rémunération de capitaux fictifs impose à la Nation. Ces dévaluations sont malhonnêtes car elles frappent indistinctement les responsables et les irresponsables, et c'est pourtant la seule formule qu'on ait trouvée jusqu'ici, maigre solution il faut bien le dire. Quand l'état dévalue, cela veut dire qu'on ne donnera plus que 5 grammes d'or là où précédemment on donnait 10 grammes pour un billet sur lequel il est toujours marqué une même valeur en francs. . . Dans cette affaire, la masse qui n'a rien à voir avec les rentes, les arrérages, les titres de bourse et les obligations, devra donner deux fois plus de billets de banque pour avoir un morceau de pain, et ça, ça compte et ça, ça fait des révolutions.

Ne sont pas capitalistes parce qu'ils ont pu se composer de quoi obtenir 2.000 à 3.000 francs de rentes mesuelles, ces épargnants qui toute leur vie durant ont rogné sur leurs dépenses journalières pour accumuler et vivre en paix leurs vieux jours. Cette masse de rentiers, de retraités, nous savons même qu'elle est nécessaire dans l'équilibre social et économique d'une Nation. Plus que nécessaire, indispensable. Cette

classe doit être protégée et même augmentée en nombre et moyens d'achat, donc de consommation. Car le machinisme économise des bras et exige des consommateurs au repos. Ne tuez pas ces consommateurs sans quoi il faudra les remplacer par des rentiers honteux et forcés : des chômeurs.

Oui, l'épargne individuelle est saine, est morale, est souhaitable, est humaine. L'accumulation anonyme incontrôlable et incontrôlée des capitaux (réserves et réemplois) est amoral. Dans tous les domaines, la nature est contraire aux monstres, et dans l'organisation politique et économique de demain c'est un principe de base, une des conditions premières de la durée. Le gigantisme est une erreur, et le symbole de la tour de Babel est toujours vrai.

Que nous importait que Loewenstein eût des milliards? qu'il eût ainsi des milliards de « crédit»? Mais ce qui importa, c'est qu'il pût acheter ou vendre à Amsterdam ou à New-York des centaines de millions de francs (ou d'autres devises) qu'il n'avait pas et qu'il pût ainsi jouer à la hausse ou à la baisse d'une monnaie. Ce qui importa, c'est qu'en conséquence des centaines de familles ne purent élever leurs enfants, des vieillards moururent à l'asile, parce que la livre sterling montait de 45 à 175 ou 225 francs. Ces abus, ces licences, si le gouvernement doit prendre les mesures draconiennes pour en éviter le retour, cela ne veut pas dire du tout que nous voulions l'anarchie. Au contraire nous voulons l'ordre et cet exemple d'ailleurs prouve bien au contraire que c'est l'anarchie qui régnait.

Capitalisme et épargne sont deux choses bien différentes. On a souvent l'habitude de dire : « Le capital est une épargne : alors où commence l'épargne et où commence le capitalisme. » Je crois l'avoir déjà assez dit : l'épargne est une chose saine, le capital aussi ; l'erreur c'est la rémunération du capital pour lui-même, c'est là le début du capitalisme. Et la suppression de l'épargne ferait tomber dans des systèmes trop mécaniques

et trop extrêmes. Tant de grammes de pain, tant de vêtements, de graisse, de café, de sucre, ou de beurre ou de cinéma... la carte individuelle de la vie-standard tirée à 2 millions d'exemplaires et tout cela aux frais de l'État. Non, ceci c'est la régression. Le groupe européen ne veut pas instaurer la termitière. L'épargne, ce sont les hommes, tous les hommes (y compris les fonctionnaires), qui au moyen de mutuelles se constituent des rentes viagères ; l'épargne, ce sont les délicats qui accumulent pour posséder un beau meuble ou un tableau ; l'épargne, ce sont les paysans, du fellah au terreux canadien, qui constituent piécette par piécette le pécule qui leur servira à l'achat d'un arpent de terre ou à la reconstruction de la ferme ; l'épargne, c'est essentiellement ce qui distingue l'homme de la machine automatique : à tant de « cents » dans la fente : tant de calories par la gueule, tant d'heures de travail au tarif syndical, tant d'heures de loisirs, tant pour l'amour et tant pour le sommeil. Non, cent fois non, la civilisation ce n'est pas ce système : nous ne voyons que trop les hommes que cela fait.

Faut-il dire un mot de l'étalon-or, qui est une nécessité absolue, car il faut tout de même une commune mesure pour les échanges et on n'a rien trouvé de mieux jusqu'ici qu'un certain poids d'or pour cette commune mesure ? Faut-il dire que si les U. S. A. ne redistribuent pas gratuitement un certain poids d'or à chaque nation, ils iront à une crise économique intérieure dont il est impossible de prévoir l'importance ? Faut-il dire que l'épargne, la thésaurisation envisagées sous l'aspect de leur influence sur la circulation de la monnaie (laquelle circulation est une source de richesse) seraient une erreur et qu'on doit thésauriser de l'or mis spécialement en circulation dans ce but ? Faut-il insister sur le phénomène de l'enrichissement dû à la circulation de la monnaie, donc au nombre des échanges, et dire alors que le billet de banque n'étant qu'un billet au porteur ne doit avoir qu'une durée

de circulation limitée et revenir périodiquement dans les banques? Faut-il dire que le nombre de signes monétaires à l'intérieur des frontières douanières où s'exerce et doit s'exercer le contrôle des changes, n'a rien à voir avec l'encaisse métallique du pays? Faut-il dire que s'il y a un million d'ouvriers au travail, donc produisant de la richesse, il faut plus de billets de banque en circulation que s'il n'y avait que cent ouvriers au travail, et cela n'ayant rien à voir du tout avec l'encaisse-or de la Banque d'État? Faut-il dire que l'or ne peut sortir d'une union douanière sans un contrôle spécial? Faut-il dire que si faute de billets de banque des millions de noirs ne peuvent rien consommer et que s'il y avait à l'origine ce signe d'échange, ces noirs donneraient de l'huile qui servirait à augmenter la possibilité d'achat de graisse des petits enfants d'Europe, et que leurs Pères pourraient travailler, car les chemises, les tricots ou couvertures qu'ils fabriqueraient seraient précisément les articles dont les pauvres noirs nus ont besoin et qu'ils donneraient bien vite leurs billets de banque obtenus en vendant l'huile pour ces vêtements? Faut-il dire qu'au-dessus de certains revenus et en dehors de certains revenus (tels ceux de l'inventeur sur ses brevets d'invention), la collectivité doit prendre ce surplus de revenus? Faut-il dire que la carte d'identité fiscale est une mesure d'honnêteté sociale et qu'elle est indispensable?

Il y aurait alors tant de choses à dire, à expliquer, à démontrer, car tout est simple. Mais je ferais alors un cours d'économie. Et déjà le ton et le fond de cette lettre n'intéresseront pas tout le monde. Déjà certains m'ont dit : « Que nous importent ceux-ci ou ceux-là. Ils crèveront tous. » Mais quand vous demandez à ces augures de vous établir un programme et de se jeter dans l'action, ils se récusent, ils attendent. Ils attendent quoi? Ainsi se retrouve toujours la même faute de l'intelligence. On n'agit plus, on parle, on nie. . . tandis qu'il nous faut être réalistes. Et c'est parce que je suis réaliste, que

je redis encore : une révolution se fera, il ne dépend pas de nous qu'elle soit sanglante ou non ; cette révolution sera sociale. La civilisation comme l'épargne est une accumulation ; il y a homothétie entre les principes et les méthodes qui régissent ces deux systèmes parallèles, se complètent et s'équilibrent. Ne coupez pas ce fil d'en haut.

Le fil d'en Haut ? c'est un conte de Huysmans que vous connaissez. L'araignée qui a tissé sa toile parfaite en fait lentement le tour, réparant ici, complétant là. Elle en arrive à un fil unique, qui dans le rêt tendu semble ne plus avoir aucun intérêt. Ne convient-il pas de le supprimer ? Elle le coupe, la toile s'effondre : c'était le fil d'en haut.

Nous sommes des hommes, nous voulons rester des hommes. La vie ne mérite d'être vécue que si l'individu trouve sur terre les conditions minima pour développer comme il l'entend ses facultés, en jouir, et jouir de la vie matérielle et des innombrables belles choses naturelles qui l'entourent comme des belles réalisations matérielles et spirituelles que créa le génie humain. Le fil d'en haut, c'est donc pour l'ensemble des hommes la notion du bien et du mal ; c'est l'équilibre entre nos aspirations et nos réalisations ; c'est la modération des appétits individuels et leur fusion dans l'âme collective qui tend vers un progrès certain, mais où le mieux-être de l'un ne doit pas nuire au mieux-être de l'autre ; le fil d'en haut ce sont les devoirs de chacun vis-à-vis de ses semblables.

Il faut restaurer cette notion de devoirs civiques.

Éduqués par l'expérience et la dure expérience de deux guerres, nous savons les défauts qu'avaient nos anciennes institutions politiques en elles-mêmes et les défauts que la nature de l'homme y ajoutait. Mon but n'est pas ici de construire une constitution, mais de retrouver les grandes lignes d'une action pour laquelle nous groupant, nous dirons aux camarades : « Sommes-nous d'accord ? » : alors, si l'on est d'accord, en avant l'équipe et tous d'un même cœur. L'essentiel

du programme, je le résume. Primauté de la morale et de l'intelligence, et le gouvernement est une entité morale. Toutes les cultures ne sont pas indifféremment bonnes. Primauté du Politique sur l'Économique, mais nécessité d'épurer l'Économique du poids du capitalisme qui pèse sur lui et de transposer le Politique sur un plan géo-social d'importance équivalente à l'étendue des frontières économiques. L'individu et sa famille par rapport à la société doit être considéré comme une fin en lui-même et non comme un moyen. La termitière est une solution inhumaine. Il y a parallélisme entre l'épargne et la civilisation. Toutes les classes de la société doivent être protégées par l'État mais si une société ne peut se concevoir sans hiérarchie, cette hiérarchie doit être celle de la valeur personnelle et non se détenir par héritage.

Bainville, indiscutablement un des esprits les plus lumineux de ces temps instables, Bainville disait à peu près ceci : « Le gouvernement des peuples est chose malaisée, car il exige la participation de plusieurs générations à une œuvre commune, œuvre qui se fait plus pour l'avenir que pour le présent. » Le gouvernement des peuples ne peut donc être qu'une création continue, une évolution continue. La Paix ne peut être elle aussi qu'une création continue. Notre révolution sera cette réalisation continue.

Alors, et alors seulement, en vertu de ces idées, de ces principes, de cette foi — car pour toute renaissance il faut avoir la foi — alors, et alors seulement, si des gens ne veulent pas comprendre, s'ils ne veulent pas apporter leur bonne volonté pour cette reconstruction collective, s'ils s'opposent en critiques vaines comme par le passé pour jeter l'équivoque et créer la confusion, alors ils seront balayés. Ce n'est pas parce que nous sommes barrés par les générations de 70 ans comme disait Péguy que nous devons souhaiter leur mort : leur sort est entre leurs mains.

Le devoir de notre génération est d'être le chaînon entre le

passé qui regimbe, mais passé auquel nous existons, et un avenir qui attend et espère. A ce monde meilleur, aussi humainement qu'il puisse s'édifier, nous devons le meilleur de nos forces. Car nous aussi, générations de l'autre guerre, nous nous sommes trompés de 1918 à 1939. Mais nous rachèterons.

L'AVENIR.

MON CHER PETIT JEAN-PAUL,

J'ai sous les yeux, aujourd'hui, cette lettre que tu m'écrivais le 9 mai 1940, cette lettre où tu m'annonces tes dix ans. Elle ne me quitte pas, car après des tribulations nombreuses, c'est presque la seule chose qui me reste de vous. « Je suis louveteau, mais déjà depuis 1940, je fais une bonne action au moins, tous les jours. » Brave petit, et comme je voudrais que cette règle devînt une des règles de l'humanité. Peut-être que cette lettre ne te parviendra jamais. Qu'es-tu même devenu depuis trois ans ? La guerre mûrit les âmes et les cœurs, et cette fois dans nos souffrances, il faut que notre jeunesse comprenne.

Nous avons fait beaucoup, beaucoup de fautes, nous, les générations qui vous précédons, et le résultat que nous ne pouvons nous pardonner à nous-mêmes, car nous ne sommes pas seuls à en porter les conséquences, nous le trouvons dans l'effondrement du système français... La guerre de 1914-1918 nous avait fait souffrir dans notre chair. On y avait acquis un suprême dégoût des hommes. On pensait que notre courage militaire nous dispensait ensuite du courage civique ; parce que, mon petit, nous avons été courageux et fiers, luttant farouchement comme l'animal blessé qui défend ses

petits. Nous ne faisons pas une guerre de riches, avec des machines splendides... Mais dans les tranchées de l'Aisne du Chemin des Dames, de Champagne... on luttait avec nos pauvres forces physiques mêmes pour empêcher que l'ennemi ne s'emparât des cadavres de nos camarades, qu'il ne souillât pas la terre qu'ils avaient enrichie de leur sang... Ah, comme nous l'avons aimé notre sol français, et comme pendant ces quatre années nous avons vécu une belle solidarité française. Nous avons eu confiance ; nous avons fait confiance ensuite à des techniciens de la politique qui ont conduit le pays où il est là, maintenant.

Sans doute, je te le répète, nous avons eu tort de ne pas prendre notre place pour conduire le pays et de laisser l'art de la piperie et de la corruption s'installer partout, de penser que ça n'avait aucune importance, notre mépris pour cette clique étant depuis longtemps acquis, et nous de profiter de la douceur de vivre. Car il faisait doux de vivre dans la douce France. Nous avons eu tort de ne pas nous pousser en avant pour tenir des places et tenter de remplacer ce chaînon manquant, le trou de ces dix générations, de ces 1.800.000 morts qui séparent les hommes de mon âge, les derniers à avoir pu faire l'autre guerre. Car c'est cela qu'il fallait faire, c'était notre devoir, nous ne l'avons pas vu.

Le gouvernement d'un peuple est une création continue, une évolution entre le passé et l'avenir, un accommodement des problèmes sociaux présents dans l'équilibre des générations qui passent et qui forment l'armature même de la Nation : les plus vieilles, les vieilles, les mûres, les jeunes.

Je m'efforce de le dire autour de moi. Toutes les générations au-dessus de quarante ans ne sont plus qu'un trait d'union entre le passé et l'avenir. Foin d'égoïsme. L'expérience doit servir et c'est là où nous différons complètement des vieillards de la défaite.

L'expérience doit servir. La reconnaissance de nos fautes

doit nous amener non à nous battre la poitrine, non à souhaiter des mortifications et des pénitences, non à prendre une âme de vaincu, mais à resurgir plus forts qu'auparavant. Dans le modeste héritage de probité morale et de tradition qui s'inscrira sous mon nom au Livre de Raison de la famille, sans doute l'inscription sera honorable de Légion d'Honneur, de citations, de blessures reçues à moins de vingt ans ; mais ce dont tu devras être le plus fier si je meurs avant de te revoir, c'est d'avoir participé comme co-auteur à la rébellion de l'A.E.F. en août 1940, contre les armistices, contre un gouvernement d'usurpateurs, contre l'abandon de l'honneur et des grandes traditions morales de la France.

Mais ceci est un legs personnel et tout de sentiment. Je voudrais que tu en retires plus : un héritage civique.

Je ne sais si dans les lycées et les collèges on instaurera un jour un cours de « solidarité humaine ». Je le ferais si j'étais le gouvernement de demain. Car ta vie, mon petit, n'est pas un acte isolé dans la nature et dans l'espace. Une formation ancienne, un atavisme moral empêchent en général la destruction ou l'empiètement sur le droit du voisin ; au surplus la loi y veille, mais ceci est insuffisant. Tous les humains sont solidaires, et le plus douloureux exemple de cette vérité est actuellement sous nos yeux. Les massacres et les déportations de Polonais, les privations grecques, la fuite de populations entières devant les invasions barbares, l'esclavagisme rétabli en Europe : tout cela c'est la solidarité en ses souffrances de l'Europe civilisée, sa rançon pour la défense de sa Civilisation. Jamais la force ne crée le droit — c'est le droit qui fait notre force.

Force toute morale. Et c'est sur la primauté des valeurs morales et intellectuelles que s'appuie la vraie liberté.

Notre civilisation atteint un point où de nouveaux devoirs civiques s'imposent. Il ne suffit plus que la liberté de tes actes soit limitée par la liberté des actes du voisin, il faut qu'au

delà de tes actes, tu vois les conséquences, et ton action ne peut être bonne que si elle aide au voisin. C'est, si tu veux, l'introduction d'une troisième dimension dans l'étendue de nos droits à la liberté : une dimension en profondeur, morale. Il n'y a pas d'autres règles nouvelles à imposer.

Mon petit, tu as treize ans depuis quelques heures. Tu as l'âme fière et droite, tu es bon et généreux, tu sais ce que tu veux. Quel que soit le métier que tu embrasses tu peux y être heureux. Fonde un foyer. Aie la joie d'avoir des enfants. Mais dès maintenant ne recommence pas la faute de tes anciens. Songe que la défense de ton foyer, de ta façon de croire, de penser, de tes libertés, se fait plus dans la paix que dans la guerre, car la guerre n'est qu'une conséquence. Alors pour les grands devoirs civiques qui t'incomberont, fais comme en 1940, quand tu étais louveteau, mon petit, mon bien cher petit, fais une bonne action tous les jours.

Jacques Rogué.

Le Caire, mai 1943.

RITES FUNÉRAIRES ÉGYPTIENS.

Personne ne s'étonnera si, expression de croyances composites (1), les rites funéraires égyptiens portent, comme les tombeaux (2), le cachet de cette inspiration complexe.

Ce qui frappe le visiteur moderne des tombes égyptiennes, c'est l'importance donnée dans les représentations figurées aux cérémonies de l'offrande. Celles-ci sont reproduites partout, inlassablement, comme si, chez ce peuple renommé pour sa croyance en l'immortalité de l'âme, le culte des morts se fût réduit en définitive à résoudre le problème de leur alimentation.

L'impression est d'ailleurs juste. Bien que les religions osirienne et solaire aient assuré, chacune de son côté, la vie et le bien-être des âmes et rendu inutiles en principe toutes les offrandes posthumes, la persistance des anciens rites fondés sur la croyance à l'habitation des esprits dans le tombeau maintint toujours vivace, en ce qui concernait les morts, une idéologie rudimentaire, sur laquelle les religions susdites ne purent que greffer leur dogme, sans parvenir jamais à le faire prévaloir dans la pratique. Bien plus, ce fonds ancien accueillit, comme sur un terrain commun, les innovations, pourtant irréductibles les unes aux autres, des deux doctrines et, en les localisant dans son propre cadre, il en opéra la synthèse.

(1) *La Revue du Caire*, août 1943.

(2) *La Revue du Caire*, septembre 1943.

Ce fut de la vieille religion chthonienne des morts que procéda le souci, non seulement d'alimenter le défunt dans sa tombe, mais aussi, ce qui en était la condition *sine qua non*, d'y préserver son cadavre intact. On verra plus loin que quelque chose du plus ancien rituel funéraire, l'épisode de la capture de l'âme, s'était conservé à l'époque pharaonique dans la cérémonie de l'« Ouverture de la bouche ». Pour les primitifs d'Égypte en effet, comme encore aujourd'hui pour beaucoup de peuplades africaines, l'âme, mise en liberté par la mort et risquant de périr misérablement de multiples manières, devait être prise à la chasse et réintégrée de force dans le corps par la vertu de rites magiques. Mais elle se trouvait dès lors dans un état d'infériorité, qui la laissait à la merci de la bonne volonté des vivants. L'homme mort en effet, ainsi remis en vie, était incapable de se défendre aussi bien des humains que des maladies, et au surplus de se procurer sa subsistance. Ses descendants devaient prendre ce soin pour lui, s'ils ne voulaient pas courir le risque que l'esprit du défunt se vengeât cruellement sur eux avant de périr lui-même. De ces soucis fondamentaux de conservation et d'alimentation du mort les prescriptions du rituel funéraire égyptien procédaient, au même titre que le dispositif du tombeau. La momification assurait la conservation des défunts, les cérémonies d'offrandes leur alimentation.

*
* *

Les pratiques de la momification (1) ne remontent pas à l'âge préhistorique. A cette époque, on enterrait les cadavres à même le sable chaud du désert. Ils s'y desséchaient sans se

(1) La mise au point la plus récente sur l'histoire de la momification est le mémoire *Mummification. I. — Introduction* : Herodo-

décomposer, et c'est peut-être la raison pour laquelle les primitifs d'Égypte eurent naturellement l'idée de faire de l'incorruption du corps un élément essentiel de la survie.

Les conditions changèrent lorsque, sous la I^{re} dynastie, les progrès dans l'art de bâtir amenèrent la construction de caveaux funéraires en briques crues. L'introduction de l'air autour des cadavres favorisa leur putréfaction. Il fallut s'ingénier à les conserver artificiellement.

Les premières tentatives, dont un témoignage de la II^e dynastie est parvenu jusqu'à nos jours, consistèrent à saupoudrer de natron la surface des corps, et à les entourer de bandettes imprégnées de résine, sur lesquelles on peignait l'image du défunt. On avait pris soin, au préalable, d'enlever, par une incision pratiquée dans le flanc, les parties les plus corruptibles du corps, qu'on renfermait dans des vases spéciaux (nous les appelons vases canopes), et qu'on remplaçait par un bourrage de chiffons imbibés de résine. Cette façon d'embaumer les corps dura jusqu'à la fin du Moyen Empire.

Au début de la XVIII^e dynastie, les conquêtes de Syrie ouvrirent plus largement le marché égyptien aux aromates asiatiques. Les embaumeurs en profitèrent pour perfectionner leur art. Ils inventèrent alors les procédés dont la tradition fut consignée plus tard par Hérodote et Diodore de Sicile. C'est de cette époque que datent les momies les mieux conservées, celles, par exemple, du Musée du Caire, qui proviennent des cachettes royales de Deir el-Bahari. Les pratiques de cet art presque parfait de l'embaumement se perpétuèrent jusqu'à la fin de la civilisation pharaonique. Seulement, sous les Ptolémées, l'usage, plus grossier mais moins coûteux, de faire macérer les cadavres dans le bitume bouillant élimina

tus, with notes on his text, by R. ENGELBACH. II. — Methods practised at different periods, by D. E. DERRY, publié dans les Annales du Service des Antiquités de l'Égypte, XLI (1942), p. 231-265.

progressivement les anciennes méthodes, pour rester le seul en cours à l'époque romaine.

La momification étant destinée à réaliser un postulat de la croyance chthonienne, il semblerait, en bonne logique, que la religion d'Osiris, qui délivrait précisément les âmes de ses fidèles de l'assujettissement au tombeau pour les accueillir dans ses Champs Elysées, n'ait eu aucun motif d'y prendre quelque intérêt. Ce fut pourtant le contraire qui se produisit. En effet toutes les cérémonies de la momification, au moins sous le Nouvel Empire, apparaissent si fortement teintées de symbolisme osirien qu'il est évident qu'on les concevait alors comme le rite même qui faisait du mort un nouvel Osiris. La présence sur les sarcophages du Moyen Empire, de formules mentionnant le rôle d'Isis et de Nephthys, pleureuses d'Osiris, à la tête et aux pieds des défunts donne à penser qu'il en était déjà de même à cette époque, et sans doute plus anciennement encore.

Mais il ne faut pas perdre de vue qu'Osiris, sous l'Ancien Empire, avait supplanté successivement tous les anciens dieux chthoniens, et qu'il s'était emparé de leurs attributs et de leurs royaumes. Ce fut certainement à ce titre que les morts lui furent consacrés et devinrent siens par la momification, avant d'être envoyés aux divers séjours souterrains dont il était devenu le maître. A l'origine, l'Osiris des momies n'était peut-être pas exactement l'Osiris de la légende, le dieu de Busiris. La confusion en tout cas profita à ce dernier. Ce fut dans le sens osirien pur que les oraisons qui accompagnaient les manipulations de l'embaumement, les amulettes qu'on noyait dans le maillot funèbre, le décor du mobilier contenant le cadavre et les viscères évoluèrent de plus en plus.

D'autre part la mystique solaire, élaborée sous les rois de la V^e dynastie, eut sa propre liturgie funéraire, en relation avec l'institution royale de la nécropole. Chaque nécropole était desservie par un canal, qui se détachait du Nil pour

aboutir à un port placé aux abords du désert. Il s'éleva là un édifice sacré, la « Tente de purification » (1), où les morts reçurent, par une sorte de baptême, le droit d'entrer dans les destinées célestes que le roi, en les admettant à être inhumés auprès de lui, leur avait concédées. Le rite principal en était une ablution d'eau chargée de natron, envoyée à grands jets sur le cadavre, qu'on campait sur une jarre, et sous les pieds duquel on disposait deux grandes croix ansées, symboles de vie. Cette lotion était censée faire participer les défunts au bain matinal dans lequel, au sortir des ténèbres de la nuit, le Soleil se purifiait avant de partir pour sa course journalière. Le mort en sortait régénéré et associé indissolublement à la destinée de l'astre du jour. On procédait alors à sa vêtue. On l'habillait d'une robe fraîche, on le chaussait de sandales neuves, on le parait de riches colliers, on lui mettait en mains les sceptres, symboles de sa puissance. Puis, l'enveloppant dans un linceul, on le déposait au fond de son caveau. Cette dernière toilette donne à penser que la cérémonie, sous sa forme primitive, précédait immédiatement la mise au tombeau et que, s'il y avait embaumement, il devait intervenir avant que le corps entrât dans la Tente de purification.

Quoi qu'il en soit, en vertu du syncrétisme dont les croyances funéraires et l'aménagement des sépultures nous ont déjà fourni des exemples frappants, tous ces éléments divers s'étaient fusionnés, dès la fin de l'Ancien Empire, en un rite global procurant à tous les défunts le bénéfice des destinées particulières que chaque cérémonie était propre à assurer. Sous la VI^e dynastie, la fusion s'était faite, semble-t-il, de la façon qui suit.

(1) Le rôle de la Tente de purification a été récemment mis en lumière par GRDSELOFF, *Das ägyptische Reinigungszelt*, Le Caire, 1941.

Aussitôt après son décès, le défunt était emmené vers la nécropole et introduit, au débarqué, dans la Tente de purification. Il recevait d'abord la lustration solaire qui, en lui conférant des destinées célestes, lui donnait droit d'accès en terre sainte et l'agrégeait à la cour du roi béatifié. De là il passait à l'officine des embaumeurs, établie dans les dépendances de la nécropole. Après soixante-dix jours de macérations et de préparations diverses, le cadavre, dûment transformé en momie, était ramené dans la Tente de purification. On pratiquait alors sur lui le rite de l'« Ouverture de la bouche », destiné à lui rendre l'usage de ses organes en vue de son existence dans le tombeau.

C'était une très ancienne cérémonie, dont le noyau n'était autre que la passe magique, d'origine préhistorique, par laquelle le fils du défunt capturait à la chasse l'âme échappée du corps de son père, et l'y réintroduisait (1). L'opération était dialoguée et mimée. Elle s'encadrait entre une lustration préliminaire et une présentation d'offrandes. Il s'accomplissait alors une série de rites au cours desquels le prêtre officiant touchait la bouche et les yeux de la momie, pour leur restituer leur fonctionnement. Une seconde oblation était offerte au mort et l'on procédait, au moins symboliquement, à sa dernière vêtue, au milieu d'aspersions et d'encensements, avant de le coucher définitivement dans son sarcophage.

Un cortège funèbre emportait ensuite le cercueil au tombeau. On le descendait dans le caveau souterrain, dont on comblait le puits d'accès. Au-dessus, dans la chapelle de culte, l'officiant inaugurait la stèle fausse-porte par une offrande et une libation. Ce devoir rempli, les assistants participaient, sur le lieu même et en compagnie du défunt invi-

(1) BALLY, *Notes on the ritual of opening the mouth*, dans le *Journal of Egyptian Archaeology*, XVI (1930), p. 173-186.

sible, à un festin de gala, avec musiciens et danseuses, comme le propriétaire d'une nouvelle maison avait coutume d'en offrir un aux invités qu'il y recevait pour la première fois.

* * *

Les scènes des funérailles sont représentées avec force détails dans les tombes thébaines de l'époque du Nouvel Empire. Le cérémonial en était resté le même, sauf que l'Ouverture de la bouche se pratiquait désormais à la porte même du tombeau, sur le cercueil anthropoïde contenant la momie, qu'on dressait sur un tas de sable, face à l'assistance. On voit dans ces fresques la flotille funéraire voguer vers la nécropole : dans la barque majeure, le cercueil repose sur un lit de parade entre deux figurantes qui font office d'Isis et de Nephthys. Des canges font cortège, chargées de la famille, des amis, des serviteurs qui transportent le mobilier funéraire à déposer dans le caveau, des pleureuses enfin qui, les cheveux éparés et le sein nu, déchirent l'air de cris stridents. Arrivé à la berge, le cortège s'organise en bon ordre pour gravir la pente du désert. Après le groupe d'officiants, le cercueil est halé par des taureaux blancs dans un catafalque en forme de barque. Les amis suivent, puis les pleureuses, et enfin les porteurs du mobilier. La dernière scène qui se passe à la porte du tombeau est souvent représentée avec des détails pathétiques : au moment où les croque-morts s'approchent du cercueil, après l'Ouverture de la bouche, pour l'emporter dans le caveau, la femme du mort s'y accroche, en faisant entendre une plainte désespérée (1) :

Je suis ton épouse : ô Grand, ne m'abandonne pas !

(1) Les textes qui suivent sont tirés de la tombe de Néferhotep, MASPERO, *Études égyptiennes*, I, Paris 1879, p. 138-141.

*Ton bon plaisir, ô Père, est-il que je m'éloigne de toi?
 Comment se peut-il que je m'en aille seule?
 Je dis « Je t'accompagne », ô toi qui aimais converser avec moi,
 mais tu restes silencieux et tu ne parles pas!*

Et le chœur des pleureuses lui répond :

Hélas, hélas!

Élevez, élevez, élevez des lamentations, sans repos :

Oh, quelle déchéance!

*Beau voyageur, parti vers la terre d'Éternité,
 te voici capturé!*

*Toi qui avais de nombreuses gens,
 tu es dans la terre qui aime la solitude!*

*Toi qui aimais mouvoir tes jambes pour marcher,
 tu es enveloppé et solidement lié!*

*Toi qui avais de nombreux linons et qui aimais les revêtir,
 tu es couché dans du linge usagé de la veille!*

Ces lamentations ont un sens plus profond que celui d'un développement pathétique de thème littéraire. Elles expriment à la lettre, perpétués dans le peuple en dépit d'idéologies plus récentes, les sentiments qui, dans l'Égypte la plus archaïque, accompagnaient les croyances chthoniennes relatives au sort des trépassés.

* * *

Le festin servi dans la chapelle de la tombe, à l'issue des funérailles, inaugurerait une série de repas funéraires, pris en commun auprès du mort aux grandes fêtes de la nécropole. Ainsi de nos jours encore, les cimetières d'Égypte voient à

certaines dates la foule venir manger et dormir auprès de ses défunts, non pour obéir à quelque précepte de l'Islam, mais en survivance d'une coutume ancestrale héritée de l'âge des pharaons. Le mort, dans l'ancienne Égypte, était censé prendre part à ces agapes, soit qu'il sortît invisiblement par la stèle fausse-porte, soit que, par elle, la substance des mets qu'on lui consacrait allât le rejoindre au fond de son caveau.

Mais des repas pris à des dates aussi espacées ne suffisaient pas à le nourrir. Il lui fallait, comme aux vivants, une alimentation quotidienne.

Le culte journalier des morts répondait à ce besoin. Il s'était pratiqué dès la plus haute antiquité, par des oblations de pains et des libations d'eau fraîche accomplies sur la place de culte accolée à chaque tombe. Cela n'empêcha jamais les Égyptiens d'emmagasiner auprès du cadavre quelques aliments en nature, quelquefois soumis eux-mêmes aux macérations de l'embaumement pour durer aussi longtemps que la momie, souvent aussi, lorsque leur présence fut devenue simplement rituelle, modelés dans la terre glaise ou sculptés dans le calcaire. Mais si abondants que fussent ces aliments (et ils ne le furent jamais beaucoup, sauf dans les mastabas d'époque thinite), ils ne pouvaient de toute évidence suffire à sustenter le mort pendant l'éternité. Ils ne furent jamais qu'une réserve à toutes fins utiles, un en-cas. La nourriture des défunts incombait tout entière aux vivants.

A partir de la III^e dynastie, elle fut assumée, on l'a vu, par les monarques eux-mêmes avec la création de la nécropole royale : un service régulier d'offrandes, richement doté en biens-fonds, subvint alors à tous les besoins des favorisés admis à former la cour posthume des pharaons ensevelis dans les pyramides. L'institution fonctionna régulièrement pendant plusieurs siècles à la satisfaction de tous. La courte formule du privilège royal accordant la sépulture et les offrandes solennelles et journalières était alors gravée, comme titre de

gloire et brevet officiel, aux endroits les plus en vue des chapelles de culte.

Mais une époque arriva, sous la VI^e dynastie, où la monarchie appauvrie ne put plus supporter la charge des rentes funéraires à servir, alourdie d'ailleurs de génération en génération. Les provisions se rarifièrent et le service cultuel, mal payé, se désorganisa. Les morts furent alors en passe d'avoir faim.

Pour parer à ce danger, les possesseurs des tombeaux imaginèrent d'abord de faire appel à la charité publique : une inscription, logée en bonne place dans leur chapelle, promit le bienfait de leur intercession auprès des dieux à ceux des visiteurs qui verseraient pour eux la libation d'eau fraîche et leur ferait offrande de provisions.

C'était une requête humiliante en somme de la part de grands seigneurs, d'autant plus qu'il semble bien qu'elle resta généralement sans effet. Aussi fort à propos, la magie vint sauvegarder l'amour-propre des défunts et les sortir de l'impasse. Ses pratiques avaient été toujours plus ou moins sous-jacentes aux manifestations du culte funéraire, et il avait fallu la forte discipline philosophique et sociale de l'Ancien Empire pour en expurger les tombeaux et leurs rites, en leur imposant en quelque sorte un statut juridique et rationnel. Dès que l'omnipotence bienfaisante des rois qui maintenaient cet ordre dépassant la compréhension du vulgaire vint à faiblir, la tradition magique, quelques siècles mise en sommeil, se réveilla avec plus de force.

Il fut désormais admis que la formule « Faveur que donne le roi », par quoi commençait, dans les inscriptions, l'énoncé des privilèges posthumes, avait en soi une valeur efficiente, et qu'elle créait dans l'autre monde ce qu'elle énonçait dans celui-ci. On put donc, sans grands frais, envoyer aux morts en quelques paroles tout ce qui leur était nécessaire. La récitation de formules magiques commençant par ces mots devint, à partir de cette époque, parallèlement aux rites alimentaires

perpétués par tradition, l'œuvre pie par excellence envers les défunts et le correctif à l'insuffisance des offrandes matérielles.

*
* *

Cette intrusion de la magie dans le culte funéraire, que l'on constate dès la fin de l'Ancien Empire, coïncida du reste avec l'extension des privilèges posthumes aux classes modestes, où les coutumes magiques, héritées de l'époque préhistorique, étaient restées toujours vivaces.

Admise officiellement dans les chapelles de culte des tombeaux, la magie ne se fit pas faute d'envahir leurs caveaux funéraires, qu'elle enrichit d'accessoires d'un nouveau genre.

Ces caveaux, sous l'Ancien Empire, présentaient un équipement assez réduit. Le mort y était enfermé dans son sarcophage de bois ou de pierre, avec quelques rares bijoux, un chevet pour reposer sa tête et les sceptres ou bâtons qu'il avait reçus dans sa dernière vêtue. Près du sarcophage on disposait seulement les vases aux entrailles, quelques jarres de provisions, un quartier de viande laissé en offrande au moment de l'inhumation et, parfois, des coupelles en albâtre et des outils minuscules en cuivre qui avaient servi à un rite ultime.

C'est un fait connu que les tombes préhistoriques avaient abrité quelquefois plus de fantaisie. On y a trouvé des figurines en terre cuite de serviteurs, de gardiens au guet derrière une muraille, de bateaux avec équipage et filets, de femmes et d'animaux sauvages ou domestiqués. L'opinion commune est que ce matériel était destiné à prendre vie par magie et à concourir à la sécurité du défunt, à son bien-être ou à ses plaisirs dans l'autre monde.

Cette tradition, interrompue presque complètement par les institutions de l'Ancien Empire, reprit donc de plus belle à l'époque suivante, avec toutes les ressources de réalisation tirées du perfectionnement des techniques. On n'enterra plus seulement avec le mort des figurines isolées, mais avec des

compositions par groupes, taillées en plein bois, enluminées de vives couleurs et assemblées sur des planchettes qui leur servaient de sol. Les greniers y tinrent une grande place, avec leurs porteurs qui y déversaient des sacs de grains et leurs scribes qui tenaient les inventaires ; mais on se plut aussi à y mettre des bateaux avec leur gréement et leur équipage en action, des travailleurs aux champs, des porteuses de provisions, des musiciens en concert, et surtout des ateliers en pleine activité : cuisines, boucheries, boulangeries, brasseries, échoppes de menuiserie et de tissage. Un prince d'Assiout fit même déposer auprès de son corps les fameuses compagnies d'archers et de piquiers si admirées au Musée du Caire, pour avoir ses effectifs à sa disposition dans l'au-delà.

La vogue de ces objets se maintint durant tout le Moyen Empire, et jusqu'au début de la XVIII^e dynastie. A cette époque, on les remplaça par des pièces de mobilier, qu'on entassa de la même manière autour des sarcophages. Le trésor de Toutânkhamon fournit un exemple, désormais célèbre, de cet usage.

Il semble difficile à première vue de déterminer à quel mouvement de croyances correspond ce changement dans le genre d'équipement du caveau funèbre. A tout prendre, il pourrait même avoir été fortuit. Au moment où l'usage des figurines magiques, en vogue sous le Moyen Empire, périssait et s'éteignait de lui-même dans la société raffinée de la XVIII^e dynastie, une autre coutume a pu prendre naissance, inspirée par la façon dont les rois avaient réglé l'ameublement de leurs syringes à Bibân el-Molouk. En soi le nouvel usage n'aurait donc rien à voir avec l'ancien. Toutefois, quels qu'aient été ses points d'attache, il dérivait de la même idée profonde, qui était le fondement de tout le rituel funéraire : la croyance à la vie posthume des morts dans leur tombeau.

Étienne DRIOTON.

LA JOUTE ORATOIRE DANS LE DRAME GREC.

(SUITE.)

LE PROCÈS D'HIPPOLYTE⁽¹⁾.

LES FAITS.

Le drame se passe à Trézène, en Argolide, près du golfe Saronique. Thésée, fils d'Egée, à la suite du meurtre des Palantides, a été condamné à un an d'exil par les Athéniens. C'est à Trézène qu'il se réfugie avec Phèdre, sa femme, et Hippolyte, le fils né de ses amours avec l'Amazone Antiope. Pour le moment, Thésée est absent, s'étant rendu à Delphes pour consulter l'oracle. Sa femme est au logis. Une mystérieuse langueur la consume. Quant au jeune Hippolyte, il est à la chasse.

Or, il faut savoir qu'« Hippolyte, élevé par le sage Pitthée », son bisaïeul, « est le seul parmi tous les habitants de Trézène qui dise que Vénus est la plus malfaisante des divinités. Il repousse l'amour et méprise le mariage. Mais il honore Diane,

(1) Les passages entre guillemets sont empruntés à l'*Hippolyte* d'Euripide, traduction Louis Humbert, éditée par Garnier Frères.

sœur d'Apollon et fille de Jupiter, comme la plus grande des divinités. Suivant toujours cette déesse virginale à travers les vastes forêts, il détruit les bêtes sauvages que poursuivent ses chiens et cultive une amitié trop haute pour un mortel». Comme on le voit, Hippolyte est un pudibond athlète, un sportif qui tient par dessus tout à sa forme. Un serviteur le reprend avec philosophie : « Sais-tu, lui dit-il, quelle est la loi imposée aux mortels? Pourquoi donc ne rends-tu pas hommage à une vénérable déesse... et qui est vénérée et illustre chez les mortels? » A quoi Hippolyte répond : « Je suis chaste et je la salue de loin... Chacun des dieux et des hommes préfère ce qui lui plaît... Je n'aime pas les divinités qu'il faut honorer la nuit. » — « O mon enfant ! », soupire le serviteur découragé. Mais Hippolyte, brisant là : « Allez, compagnons, s'écrie-t-il, préparer le repas. On aime après la chasse une table bien garnie. Il faut étriller les chevaux, car je veux, après m'être rassasié, les atteler à mon char et les exercer. Quant à Vénus, je lui dis adieu. » Ce qu'entendant, le serviteur s'écrie : « O divine Vénus, sois indulgente pour la jeunesse au cœur impétueux qui prononce des paroles légères. Feins de ne pas les entendre. Les dieux doivent être plus sages que les mortels. »

Tel est Hippolyte.

Cependant Phèdre, dans ses appartements, est, nous l'avons dit, consumée par d'étranges langueurs. « Elle garde son corps pur de nourriture, résolue, dans les souffrances secrètes qu'elle éprouve, à hâter le terme de sa vie malheureuse. » Qu'a-t-elle au juste? On se perd en conjectures. Est-elle « hantée de quelque divinité qui égare sa raison, soit Pan, soit Hécate ou les vénérables Corybantes ou la mère des dieux qui habite les montagnes? ». . . Peut-être est-elle « tourmentée par quelque offense commise à l'égard de Diane chasseresse, à qui elle aurait « négligé d'offrir les gâteaux sacrés? » Ou bien « quelque femme charmerait son époux, le noble roi

des descendants d'Erechtée, couchée secrètement dans son palais et prenant sa place au lit nuptial?» Ainsi pense le commun, mais il se trompe. Dans le secret de ses appartements, la fille de Minos et de Pasiphaé, se tordant les bras, se lamente : « Qu'est-ce donc que les mortels appellent l'amour? » A sa fidèle nourrice elle se confesse bientôt : elle brûle pour le fils de l'Amazone. Mais, bouleversée par sa passion criminelle, elle préfère mourir plutôt que de s'y abandonner. Au fort de son effarement, elle se livre à l'introspection, analyse son cas, et diagnostique le refoulement freudien. « Nous connaissons parfaitement — dit-elle — ce qui est bien, mais nous ne le pratiquons pas, les uns par faiblesse, les autres parce qu'ils préfèrent le plaisir à la vertu. Or, il y a beaucoup de plaisirs dans la vie, les longs entretiens, l'oisiveté, mal séduisant, et la honte. Il y a deux sortes de honte, l'une qui n'a rien de blâmable, l'autre qui est le fléau des familles. Si l'on savait distinguer chacune d'elles, elles ne porteraient pas le même nom. Comme j'ai reconnu ces vérités depuis longtemps, aucun charme ne peut les effacer de mon esprit de manière à me jeter dans des sentiments contraires. Mais je vais dire la route qu'a suivie ma pensée. Après que l'amour m'eut blessée, je cherchai à le supporter sans faillir à l'honneur. D'abord, je commençai à taire et à cacher mon mal. Car on ne peut se fier à la langue qui sait blâmer les pensées d'autrui mais qui sait aussi s'attirer beaucoup de maux à elle-même. Ensuite, je résolus de supporter courageusement cette passion insensée et de la dompter par la sagesse. Enfin, comme je ne parvenais pas par ces moyens à triompher de Vénus, il me parut que le mieux à faire était de mourir. Personne ne saurait blâmer ma résolution. Puissent mes actions ne pas rester cachées si elles sont belles et n'avoir pas non plus de témoins si elles sont honteuses ! Je savais que le mal dont je souffrais est déshonorant et que toute femme qui y cède est un objet de haine pour tous. Que n'a-t-elle péri misérablement celle qui, la

première, s'est déshonorée par l'adultère ! Ce sont les familles nobles qui ont commencé à donner aux femmes l'exemple d'un tel mal. Car lorsque les choses honteuses plaisent aux hommes bien nés, elles semblent mériter l'approbation de la foule. Je hais aussi les femmes sages seulement dans leurs paroles, mais qui, en secret, osent commettre de honteuses actions. Comment peuvent-elles, ô Vénus, déesse de la mer, regarder en face leurs époux, n'avoir pas horreur des ténèbres, leurs complices, et ne pas redouter que les murs de leurs demeures ne parlent pour les accuser ? Voilà ce qui me force à mourir ; je ne veux pas être jamais convaincue d'avoir déshonoré mon époux et les enfants que j'ai mis au jour ! »

Or, la nourrice, sitôt recueillie cette confession, prise d'un zèle intempestif, court à la recherche d'Hippolyte. Elle le presse de satisfaire au brûlant désir de sa maîtresse et, par si peu de chose, d'éviter un irréparable malheur. Mais le fils de l'Amazone, dont nous connaissons la complexion, entre dans une indescriptible fureur. Et il donne en ces termes la mesure de sa vertu : « O Jupiter ! s'écrie-t-il, pourquoi as-tu fait paraître sous le soleil les femmes, cette race de mauvais aloi ? Si tu voulais propager le genre humain, il ne fallait pas le faire naître des femmes. Les hommes, en consacrant dans des temples de l'or, du fer ou de l'airain, auraient acheté des enfants à ce prix, chacun pour la valeur qu'il aurait payée, et ils auraient habité dans leurs maisons, libres et sans femmes. Maintenant, dès que nous devons introduire ce fléau dans nos demeures, nous épuisons tous nos biens. Ce qui prouve bien à quel point la femme est un présent funeste, c'est que son père, celui qui l'a engendrée et élevée, lui donne par surcroît une dot pour la faire passer dans une autre famille et s'en débarrasser. Celui, au contraire, qui reçoit chez lui cette ruine se plaît à charger des plus belles parures sa misérable idole, et l'infortuné, pour la vêtir, épuise sa fortune. La nécessité le contraint, ou bien, s'étant allié à une illustre

famille, de se complaire dans un mariage funeste, ou bien, ayant pris une femme honnête dont les parents sont sans ressources, d'oublier le mal en considération du bien. Le mieux encore est de n'avoir chez soi qu'une femme nulle et simple. Je hais la savante : que jamais ma maison n'en reçoive une qui n'ait plus d'esprit qu'il ne convient à une femme ! Ce sont surtout les habiles que Vénus rend les plus dépravées : la sottise est préservée du mal par son peu d'intelligence. Il faudrait aussi qu'il n'entrât point de servantes chez les femmes, mais qu'elles n'eussent auprès d'elles que des animaux muets, afin qu'elles n'eussent ni à parler, ni à répondre à personne. Mais maintenant les mauvaises femmes trament au dedans des projets criminels que leurs servantes vont porter au dehors. C'est ainsi que toi, misérable (*il s'adresse à la nourrice*), tu es venue à moi pour me proposer de déshonorer le lit de mon père. Tes paroles ont souillé mes oreilles que je devrai purifier par une onde limpide. Comment donc commettrais-je le crime puisque je me crois souillé pour en avoir entendu faire la proposition ? Sache bien, femme : c'est ma pitié qui te sauve. Car si tu ne m'avais pas arraché par surprise un serment fait aux dieux, jamais je n'aurais pu me défendre de tout dire à mon père. Maintenant, je vais m'exiler de la demeure paternelle tant que Thésée sera absent de ce pays et je garderai le silence. Mais je reviendrai avec mon père et je verrai de quel front vous le recevrez, ta maîtresse et toi ; je serai témoin d'une impudence dont j'ai eu déjà un avant-goût. Malédiction sur vous ! Jamais je ne me laisserai de haïr les femmes. Peu m'importe qu'on me dise que je me répète toujours, car elles ne cessent jamais non plus d'être criminelles. Qu'on leur apprenne à être sages ou qu'on me laisse les poursuivre de mon éternel reproche ! »

Ce qu'apprenant, Phèdre se pend. Mais elle ne se passe pas au cou le lacet fatal avant que d'avoir promené un poinçon calomnieux sur ses tablettes.

A Thésée, retour de Delphes, s'offre le lamentable spectacle de sa femme pendue à une solive. Des mains du cadavre il arrache les tablettes qui lui apprennent qu'Hippolyte « a osé profané sa couche par violence, au mépris des regards sacrés de Jupiter ». Et il donne libre cours à sa fureur : « Elles crient, elles crient, ces tablettes, des choses exécrables. Où fuir les maux qui m'écrasent ? C'en est fait. je suis anéanti, tellement terrible est l'accusation que j'ai vue dans cet écrit. » Et, rendant sur le siège, pourrait-on dire, sa sentence, il condamne son fils à errer dans une terre étrangère pour y traîner une vie misérable.

C'est sur opposition contre ce jugement rendu en l'absence de la partie intéressée que se déroulent les débats.

A l'accusation motivée que poursuivra cette fois-ci Thésée, Hippolyte répondra. Ceci fait, délibérément et sans même attendre la sentence, il fait atteler ses coursiers à son char. S'écriant : « Cette ville n'existe plus pour moi ! », il pousse son attelage hors des portes de Trézène. Un chacun sait ce qu'il advint alors. S'élevant jusqu'au ciel, une vague immense dérobe aux yeux d'Hippolyte la vue des plages de Sciron. « Elle se gonfle et lance au loin avec un fracas épouvantable des flots d'écume poussés par le gonflement de la mer ; puis elle s'abat sur le rivage où est le char d'Hippolyte ; elle se brise et, au moment de sa fureur la plus terrible, elle vomit un taureau, monstre sauvage dont les affreux mugissements vont retentir dans les lieux d'alentour. » Les chevaux s'effarent. Hippolyte, jeté bas de son char, est mortellement blessé. A grand'peine, il réussit cependant à se traîner jusqu'au palais de son père. Là, durant son absence, Diane a plaidé pour lui. Il arrivera juste à temps pour expirer dans les bras de son père et entendre de ses lèvres la sentence qui, reconnue l'erreur judiciaire, réhabilitera le héros.

LES DÉBATS.

L'ACCUSATION.

THÉSÉE. — « Ciel ! Où l'esprit humain n'ira-t-il pas dans ses excès ! Quel sera le terme de son audace et de sa témérité ? Si elles augmentent à chaque génération, si l'âge qui vient est toujours plus pervers que celui qui l'a précédé, il faudra que les dieux ajoutent à cette terre une autre terre pour contenir les méchants et les criminels. Voyez ce misérable qui, né de moi, a souillé ma couche et dont celle qui est morte prouve manifestement la scélératesse. Hippolyte, regarde ton père en face. Et tu vis avec les dieux, te croyant un homme supérieur ! Et tu te dis sage et au dessus de toute faiblesse. Tes fanfaronnades ne me persuaderont pas de manquer de sens, au point d'attribuer aux dieux une telle folie. Vante-toi donc, maintenant, cherche à en imposer aux autres en t'abstenant de la chair des animaux : flatte-toi d'être un initié, d'avoir Orphée pour maître et d'admirer la vaine fumée de tous ses écrits ! Te voilà pris sur le fait. Je le dis à tous : fuyez de tels hommes ; ils séduisent par de beaux discours, mais ne songent qu'à commettre des crimes. Phèdre est morte ; crois-tu que cela te sauvera ? C'est justement ce qui te perd, misérable ! Quels serments, quelles paroles pourraient l'emporter sur ces tablettes et te justifier ? Diras-tu qu'elle te haïssait, et qu'un bâtard est odieux aux enfants légitimes ? Il fallait qu'elle apprécîât mal la vie si c'est en haine de toi qu'elle a perdu le bien qui nous est le plus cher. Peut-être diras-tu que le vice est inné chez les femmes, mais que les hommes en sont exempts. Pour moi je connais des jeunes gens auxquels il ne faudrait pas plus se fier qu'aux femmes quand Vénus trouble leurs jeunes cœurs. La qualité d'homme est un prétexte utile à alléguer. Mais pourquoi réfuter tes paroles quand ce cadavre

est contre toi un témoin irrécusable? Pars au plus vite pour l'exil; quitte cette contrée et ne va ni dans Athènes fondée par les dieux, ni sur les confins de mon royaume ».

LA DÉFENSE.

HIPPOLYTE. — « Mon père, les transports de ta colère sont terribles. Cependant la cause qui fournit matière à tes beaux discours est moins belle si on l'examine de près. Pour moi, je suis inhabile à parler à la multitude, mais je sais m'adresser à mes égaux et à un petit nombre d'auditeurs. Et ce n'est pas sans importance, car ce sont les hommes que méprisent les sages qui ont le talent de parler devant les foules. Il faut pourtant que je rompe le silence puisque le malheur m'y contraint. Et d'abord je commencerai par répondre aux premiers mots que tu as lancés, comme si tu devais m'accabler et me fermer la bouche. Vois-tu ce ciel et cette terre? Il ne s'y trouve pas, quoique tu prétendes le contraire, d'homme plus pur que moi. Avant tout, je sais honorer les dieux et avoir des amis vertueux qui auraient honte de donner de mauvais conseils ou d'aider leurs amis pour de vilaines choses. Je ne ris pas de mes compagnons, mon père, et je suis le même pour tous présents ou absents: Mais s'il y a un crime dont je suis innocent, c'est celui dont tu crois m'avoir convaincu maintenant. Jusqu'à ce jour, mon corps est resté chaste. Je ne connais l'amour que de nom et par les peintures que j'en ai vues, et je n'ai aucun goût à les regarder car j'ai l'âme vierge. Peut-être ma sagesse ne te persuadera-t-elle pas de mon innocence. Montre-moi alors comment j'ai été corrompu. Est-ce que le corps de cette femme l'emportait par sa beauté sur celle de toutes les autres? Ai-je espéré devenir maître de ton palais en prenant ta place dans ton lit? J'aurais été insensé et privé de toute raison. Diras-tu que la royauté est un plaisir pour le sage? Il n'en est rien, à moins que le pouvoir suprême

n'ait corrompu le cœur de ceux auxquels il plaît. Pour moi, je ne désire le premier rang que dans les jeux de la Grèce ; dans la cité, content du second, je ne demande qu'à vivre toujours heureux avec d'excellents amis. On peut ainsi prendre part aux affaires et l'absence du danger donne plus de joie que ne le fait la royauté. Sur un seul point, je n'ai rien dit, mais j'ai répondu sur tous les autres. Si j'avais un témoin pour dire qui je suis, et si je pouvais me défendre en présence de Phèdre vivante, tu reconnaîtrais par le fait, en examinant la cause, quel est le coupable. Maintenant, j'en atteste et Jupiter, gardien des serments, et la Terre, je n'ai jamais touché ta femme, je ne l'ai jamais effleurée de mon désir ou de ma pensée. Que je meure déshonoré, sans nom, sans patrie, sans abri, exilé, vagabond, que ni la mer, ni la terre ne reçoivent mes cendres si je suis criminel ! J'ignore si la crainte a forcé celle-ci à se tuer : c'est tout ce que je peux dire. Elle a eu l'apparence de la sagesse sans en avoir la réalité ; et moi, malgré ma chasteté, je paraîs criminel. »

Il dit et quitte la place vers son destin... cependant que Diane prend sa place à la barre.

DIANE. — « Noble fils d'Egée, écoute-moi ; c'est moi Diane, fille de Latone, qui t'adresse la parole... Tu as cru aux accusations mensongères de ta femme et, sur des preuves incertaines, tu t'es attiré un malheur trop certain. Que ne vas-tu avec la honte te cacher sous la terre, ou bien que ne t'envoies-tu sur des ailes loin de ce désastre, car désormais tu ne peux plus être compté parmi les gens de bien.

« Apprends, Thésée, l'étendue de ton malheur... Je suis venue ici pour te faire connaître l'innocence de ton fils, afin qu'il ait une mort glorieuse et pour te montrer aussi les fureurs de ta femme ainsi que ses luttes généreuses. Blessée par les aiguillons de la déesse si odieuse pour toutes celles d'entre nous qui honorent la virginité, elle s'est éprise d'amour pour ton fils. Tout en s'efforçant de vaincre Vénus par la raison,

elle est tombée malgré elle, par les artifices de sa nourrice qui avait révélé son mal à ton fils sous la foi du serment. Hippolyte, comme il le devait, ne céda pas à ses paroles ; et cependant, maltraité par toi, il ne voulut pas non plus manquer à la parole donnée, car il est pieux. Quant à elle, craignant d'être trahie, elle a écrit cette fausse accusation et perdu ton fils par ses ruses, car elle t'a persuadé. . . Tu as commis une action horrible, mais tu peux encore obtenir ton pardon. Vénus a voulu que ces choses arrivassent parce qu'elle désirait assouvir sa colère. Car telle est la loi des dieux, nul ne peut s'opposer aux désirs d'un autre et toujours nous nous faisons des concessions réciproques. Sache-le bien, si je ne craignais Jupiter, jamais je ne serais venue à ce point de honte de laisser mourir celui qui m'était le plus cher entre tous les mortels. Cependant, ta faute a pour excuse d'abord ton ignorance, ensuite la mort de ta femme emportant avec elle les preuves orales qui auraient pu te persuader. C'est donc sur toi que ces maux s'appesantiront, mais j'ai une part de chagrin, car les dieux s'affligent de voir mourir les hommes pieux. Ce sont les méchants que nous frappons, eux, leurs enfants et leur race. »

LE JUGEMENT.

Sur ces entrefaites, le chœur s'écrie : « Le voilà le malheureux ! Que de blessures sur son jeune corps, sur sa blonde tête ! Malheureuse maison ! Quel double deuil envoyé par les dieux a frappé ce palais ! » Hippolyte apparaît ensanglanté, soupirant : « Je me meurs ! » Il se précipite vers son père, rend dans ses bras le dernier soupir, pendant que Thésée, proclamant l'erreur judiciaire, se rétracte par ce cri pathétique :

— « Que ne puis-je mourir à ta place, mon enfant ! »

(à suivre.)

H. DEGIARDE.

TABLE DES MATIÈRES.

POÈMES. — ESSAIS. — ROMANS.

	Pages.
ARCACHE (Jeanne), <i>Faire-part</i>	30
BERBERIAN (Makig), <i>Mon chemin ensoleillé</i>	420
BERTHEY (Gaston), <i>Une vie à tâtons</i>	55
FAROUK (H. Jémil), <i>Deuil sur les champs</i>	221
FIECHTER (J.), <i>Le rosaire estival</i>	448
KHÉDRY (A.), <i>Pour Elle</i>	51
MAZHAR (Hassan), <i>Le chapelet aux grains de couleurs</i> ...	16, 132, 341

ART. — HISTOIRE. — LITTÉRATURE.

BALADI (N.),	<i>Journal métaphysique de Gabriel Marcel.</i>	297
DEGIARDE (E.),	<i>La joute oratoire dans le drame grec</i> ...	89, 117, 330, 450, 535
DRIOTON (Étienne),	<i>Paradis égyptiennes</i>	318
—	<i>Princesses lointaines à la cour des Pharaons d'Égypte</i>	117
—	<i>Rites funéraires</i>	523
—	<i>Tombeaux égyptiens</i>	436
GOPY (Jean Édouard),	<i>Une mission scientifique danoise en Égypte et en Orient au XVIII^e siècle.</i>	181
JULLIEN (Louis),	<i>L'École d'Alexandrie</i>	1
PREOBAJENSKY (Capitaine),	<i>La technique dans l'art militaire.</i>	275
PUPIKOFER (Maxime),	<i>Les mots croisés et les livres</i>	147, 231

		Pages.
RAPNOUIL (Jean),	<i>La machine et nous</i>	477
ROGUÉ (Jacques),	<i>Lettres à des Français ou Présence de la France</i>	369, 488
SCHEYVEN (Louis),	<i>Casse-tête chinois</i>	125
VAUX (G. de),	<i>Souvenirs de la Cour et du monde de Berlin</i>	398
WIET (Gaston),	<i>Les consuls de France sous le règne de Mohammed Ali</i>	459
W. (N.),	<i>Notre amie Lillian Goar</i>	369

COMPTES RENDUS.

DUPERTUIS (Jean),	<i>Chronique des Livres</i>	81, 266, 362
MINOST (Émile),	<i>Chronique des Livres</i>	85

OUVRAGES AYANT FAIT L'OBJET DE COMPTES RENDUS.

GUILLEMIN (Henri),	<i>Cette affaire infernale</i> (Dupertuis) ...	266
GUILLOUX (Louis),	<i>Le Pain des Rêves</i>	268
MIOMANDRE (Francis de),	<i>Fugues et Maître d'Hôtel</i>	270
POURTALÈS (Guy de),	<i>Marins d'eau douce</i>	81
TEILHAC (Ernest),	<i>Économie politique pour les Français (Minost)</i>	85



Situation unique

au bord du Nil, près du Sporting et du Jardin de la Grotte
4, Rue IBN EL-MACHTUB, Tél. 45576. Madame MORIN



Les programmes officiels

TOUTES LES CLASSES

TOUS LES EXAMENS

BACCALAURÉAT

1^{re} partie : A, A, B

2^e » : Philosophie, Mathématiques

MAXIMUM DE SUCCÈS

Petits groupes d'élèves. Professeurs spécialisés

x x x

UNE SECTION ANGLAISE

Prépare avec succès depuis 10 ans aux examens anglais



Cours Supérieurs de Littérature, d'Art et de Philosophie

COURS COMMERCIAUX

DEMI-PENSION — AUTOBUS

Rentrée le lundi 4 octobre 1943

MISSION LAÏQUE FRANÇAISE

Lycée Français du Caire

2, Rue El-Hawayati

JARDIN D'ENFANTS ET PETIT LYCÉE

Arabe dans toutes les classes, depuis le Jardin d'Enfants, et anglais à partir de la Huitième.

LYCÉE DE FILLES

Entièrement séparé. Préparation au Baccalauréat français et Cours Complémentaires (culture générale; enseignement ménager; puériculture).

LYCÉE DE GARÇONS

Enseignement de base commun. Option après le premier cycle entre les Sections française, égyptienne et commerciale.

Éducation physique et sports. Formation de l'esprit et du caractère par les méthodes libérales et actives. Service automobile.

Lycée Français d'Alexandrie

Chatby

JARDIN D'ENFANTS, LYCÉE DE FILLES

Entièrement séparé. Préparation au Baccalauréat français et au Baccalauréat égyptien. Section d'enseignement ménager.

LYCÉE DE GARÇONS

Préparation au Baccalauréat français, au Baccalauréat égyptien et au Diplôme Supérieur de Commerce.

Enseignement de l'arabe et de l'anglais dans toutes les classes.

Éducation physique et Sports.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'AGRONOMIE ÉGYPTIENNE

Au Lycée et à l'annexe agricole de Ras el-Soda.

COURS SUPÉRIEURS :

sciences, lettres, droit, sciences économiques.

COURS D'INGÉNIEURS :

chimistes et de sous-ingénieurs électro-mécaniciens.

**LA RENTRÉE EST FIXÉE, DANS TOUS LES ÉTABLISSEMENTS
DE LA MISSION LAÏQUE FRANÇAISE, AU LUNDI 4 OCTOBRE 1943.**

MISSION LAÏQUE FRANÇAISE

Lycée Franco-Égyptien

Avenue Fouad I^{er}, HÉLIOPOLIS

LYCÉE DE GARÇONS

Les deux cultures française et égyptienne données à tous les élèves.

Préparation aux Baccalauréats égyptien et français. Français, arabe et anglais obligatoires.

LYCÉE DE JEUNES FILLES

Entièrement séparé du Lycée de Garçons.

Baccalauréat. Section de culture générale. Arts d'agrément et ménagers.

JARDIN D'ENFANTS

Tous les sports sont pratiqués sur les plus vastes et les plus beaux terrains d'Égypte. — Autobus.

Collège Français de Garçons

45, Rue du Daher

Prépare au Certificat d'Études primaires françaises et au Baccalauréat égyptien.

Collège Français de Jeunes Filles

6, Rue Zohni, Daher

Prépare aux Certificats d'Études primaires et aux Brevets.

Arabe et anglais dans toutes les classes.

Section de préparation au Brevet d'Études Commerciales.

**LA RENTRÉE EST FIXÉE, DANS TOUS LES ÉTABLISSEMENTS
DE LA MISSION LAÏQUE FRANÇAISE, AU LUNDI 4 OCTOBRE 1943.**

Aux éditions de « LA REVUE DU CAIRE »

LA VÉRITÉ
SUR
LA RELIGION EN U.R.S.S.

D'APRÈS LES DOCUMENTS
ORIGINAUX DU PATRIARCAT DE MOSCOU
TRADUITS DU RUSSE.

- Avec une lettre-préface de S. B. le Patriarche d'Alexandrie d'une grande importance historique.
- Une importante introduction par Alexandre Papadopoulo.
- Orné de 25 planches hors-texte.

PRIX P. T. 38

ÉDITIONS DE *LA REVUE DU CAIRE*

BIR HAKIM

Volumes in-8°

PIERRE JOUGUET

L'ATHÈNES DE PÉRICLÈS ET LES DESTINÉES DE LA GRÈCE
RÉVOLUTION DANS LA DÉFAITE

ÉTIENNE DRIOTON

LE THÉÂTRE ÉGYPTIEN

GASTON WIET

POSITIONS

DEUX MÉMOIRES INÉDITS SUR L'EXPÉDITION D'ÉGYPTÉ

BERNARD DES ESSARDS

LA TOSCANE ET L'UNITÉ ITALIENNE

ALEXANDRE PAPADOPOULO

UN PHILOSOPHE ENTRE DEUX DÉFAITES

Volumes in-16

TAHA HUSSEIN

LE LIVRE DES JOURS (*roman*)

TEWFIK EL HAKIM

JOURNAL D'UN SUBSTITUT DE CAMPAGNE (*roman*)

LA CAVERNE DES SONGES (*roman*)

GEORGES DUMANI

LA PAIX DU SOIR (*roman*) | VUES SUR LA GUERRE

MAHMOUD TEYMOUR

LA FILLE DU DIABLE (*contes*)

CAPITAINE G...

UN TÉMOIGNAGE

GASTON BERTHEY

UNE VIE À TÂTONS (*roman*)

LA
REVUE DU CAIRE

Abonnements pour l'Égypte P. T. 100
pour l'Étranger le port en plus.

On est prié de s'adresser à M. GASTON WIET (5, Rue Adel
Abou Bakr — Zamalek — Le Caire), pour tout ce qui concerne
la rédaction, et à M. ALEXANDRE PAPADOPOULO (3, Rue
Nemr — tél. 41586 — Le Caire), pour tout ce qui concerne
l'administration.

LE NUMÉRO : 10 PIASTRES.

N. B. — M. L'ADMINISTRATEUR reçoit tous les jours
de 10 h. à 1 h., sauf les samedis et dimanches.